

Maître d'Ouvrage

**Direction Interdépartementale des
Routes Nord**



**MINISTÈRE
DES TRANSPORTS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RN1 – Buse du Fossé Warin - Amiens
**Travaux de création de buses et de comblement de buse
existante**

Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)

A3.1 NOTICE DE RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT

Maître d'œuvre

Service d'Ingénierie Routière Ouest

10 place Salvador Allende

CS 40424

59664 VILLENEUVE D'ASCQ cedex

Tél : 03.20.43.71.71

Sir-Ouest.Dirn@developpement-durable.gouv.fr

Version

Fichier : \\10.231.128.11\sir\Operations\RN1 FosseWARINCreation3Buses1400\3DCE\05 projet de
DCE\5.3 pièces techniques\V0\NRE\NreRn1FosseWarin_ind0b.odt

Table des matières

1. Préambule.....	3
2. Présentation des enjeux environnementaux et des principales exigences.....	5
2.1 Eaux superficielles et souterraines.....	5
2.1.1 Description de l'environnement.....	5
2.1.2 Les exigences en matière d'environnement.....	6
2.2 Milieux naturels et paysages / Patrimoine et Archéologie.....	14
2.2.1 Description de l'environnement.....	14
2.2.2 Les exigences en matière d'environnement.....	16
2.3 Milieux humain et Santé publique.....	22
2.3.1 Description de l'environnement.....	22
2.3.2 Les exigences en matière d'environnement.....	22
2.4 Gestion des déchets – Document spécifique SOSED (Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Organisation des Déchets).....	28
2.4.1 Description de l'environnement.....	31
2.4.2 Les exigences en matière d'environnement.....	32
3. Engagements des partenaires.....	34
3.1 Engagements du Maître d'Ouvrage.....	34
3.2 Engagements du Maître d'œuvre.....	34
3.3 Engagements du titulaire	34
3.4 Points d'arrêts Environnementaux.....	36
4. Démarche Assurance Environnementale en phase travaux.....	37
4.1 Mode opératoire.....	37
4.2 Élaboration et contenu du SOPRE.....	38
4.3 Élaboration du PRE.....	42
4.3.1 Dispositions générales.....	42
4.3.2 Outils de suivi du PRE pendant la phase travaux.....	42
5. Fiches de suivi de la Démarche Assurance Environnementale.....	44

1. PRÉAMBULE

La rédaction séparée de ce document a pour but de rassembler les éléments essentiels à l'établissement, au suivi ainsi qu'au contrôle des aspects environnementaux au cours de l'exécution des travaux, objet du présent marché, et s'inscrit dans une **Démarche Assurance Environnementale en phase Travaux**.

Il récapitule l'ensemble des éléments nécessaires aux entreprises, pour la compréhension des demandes et exigences environnementales spécifiques à la phase travaux. Il doit inciter également les entreprises à mettre en place une démarche volontaire, sur quelques points particuliers, pour le respect de l'environnement en phase chantier sur cette opération.

L'intégration des enjeux environnementaux dans l'élaboration du projet, objet du présent marché, a été prise en compte par le maître d'ouvrage dans les études antérieures via notamment l'« Investigations CEREMA ». Les objectifs généraux en matière d'environnement doivent être respectés pendant la phase travaux. C'est l'objet des prescriptions qui suivent.

L'objectif de la **démarche Assurance Environnementale en phase Travaux** est :

- d'une part de **réduire le plus possible les diverses nuisances engendrées par les chantiers** ;
- d'autre part, de **préserver l'équilibre écologique et les ressources naturelles**.

Le maître d'œuvre s'assure du respect des prescriptions techniques, regroupées dans la présente Notice de Respect de l'Environnement, par l'entreprise.

Ce document définit les prescriptions environnementales liées au chantier que les entreprises doivent respecter.

Les aspects environnementaux traités sont :

- Les eaux superficielles et souterraines ;
- Les milieux naturels et les paysages / le patrimoine et l'archéologie ;
- Les milieux humains et la santé publique ;
- La gestion des déchets.

Le titulaire doit répondre, ligne par ligne, au bordereau des prix unitaires (BPU) et au détail estimatif (DE) en prenant en compte les données environnementales du chantier.

Afin de les préciser, elles sont reprises dans le présent document pour bien mettre en évidence les impératifs environnementaux ainsi que les textes en vigueur à respecter.

Selon le niveau de protection, il est demandé à l'entreprise de détailler les solutions envisagées pour respecter les textes en vigueur et les impératifs environnementaux.

Ainsi, les objectifs environnementaux étant clairement détaillés dans la Notice de Respect de l'Environnement et notamment concernant la gestion des déchets, l'entreprise peut calculer au plus juste le coût induit et préciser clairement les hypothèses prises lors de l'étude.

Le titulaire établit ses prix en tenant compte des prescriptions environnementales décrites dans la Notice de Respect de l'Environnement selon les modalités et hypothèses :

- qu'elle décrit dans le SOPRE - Schéma Organisationnel du Plan de Respect de l'Environnement joint dans sa remise d'offre ;
- qu'elle précise dans le PRE - Plan du Respect de l'Environnement élaboré pendant la période de préparation.

L'attention du titulaire est attirée sur les textes réglementaires concernant la protection de l'environnement, notamment :

- le code de l'environnement ;
- le code rural et de la pêche maritime ;
- le code de la santé publique (Version en vigueur au 25 août 2025).

À la remise de son offre, l'entreprise répond au travers de son SOPRE (dont le cadre proposé est détaillé dans le 4.2), par une démarche volontaire, aux exigences en matières d'environnements concernant :

- Eaux superficielles et souterraines ;
- Milieux naturels et paysages / Patrimoine et Archéologie ;
- Milieux humain et santé publique ;
- Gestion des déchets.

Elle précise également sa démarche relative aux exigences en matière d'environnement Milieux humain et santé publique volet DÉCHETS au travers du document spécifique SOSED intégré au SOPRE.

Elle détaille l'ensemble de ces éléments dans le SOPRE et les synthétise dans les fiches (1 et 2).

Fiches :

- Plan de respect de l'environnement (PRE), incluant la gestion des déchets de chantier ;
- Plan de contrôle de l'entreprise – Application du PRE sur le chantier.

Une « Fiche MOE de suivi environnemental sur le chantier – application du PRE » permettra à la maîtrise d'œuvre de suivre la démarche environnementale au cours des travaux.

2. PRÉSENTATION DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX ET DES PRINCIPALES EXIGENCES

2.1 EAUX SUPERFICIELLES ET SOUTERRAINES

2.1.1 DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT

- **Eaux superficielles :**

L'opération est concernée le Fossé Warin. Il s'agit d'un ruisseau qui s'étend sur 2,6 km de long, prend sa source sur la commune d'Amiens (80), au niveau de la station d'épuration et se jette dans le canal « La Somme » sur la même commune.

Le fossé Warin assure la liaison entre la «station d'épuration du fossé Warin» et le canal de « la Somme », il n'est pas classé cours d'eau ; il sert d'exutoire à la station d'épuration située en amont.



Route Nationale 1 – Fossé Warin

Les eaux superficielles ne sont pas utilisées pour l'alimentation en eau potable.

La vulnérabilité de la ressource en eau superficielle dans cette zone de la RN1 a été établie à partir de la note d'information du Sétra « Méthode de hiérarchisation de la vulnérabilité de la ressource en eau ». L'étude a déterminé que le franchissement du fossé Warin est un secteur à enjeux fortement vulnérables.

la proximité de la station d'épuration et son rejet après traitement dans le fossé Warin ne permet pas de considérer le rejet de celle-ci comme un effluent naturel avec les critères classiques des eaux superficielles (minéralité, matières en suspension, azote, phosphore, nitrates, etc...).

- **Eaux souterraines :**

La zone de travaux se situe au sein de la masse d'eau souterraine 1011 -Craie de la vallée de la Somme aval.

Les caractéristiques de cette masse d'eau sont les suivantes :

- x Etat quantitatif : bon état 2027. La dérogation est accordée au motif du temps nécessaire important pour revenir au niveau initial de la nappe.
- x Etat chimique : mauvais état – report de délai objectif 2015.

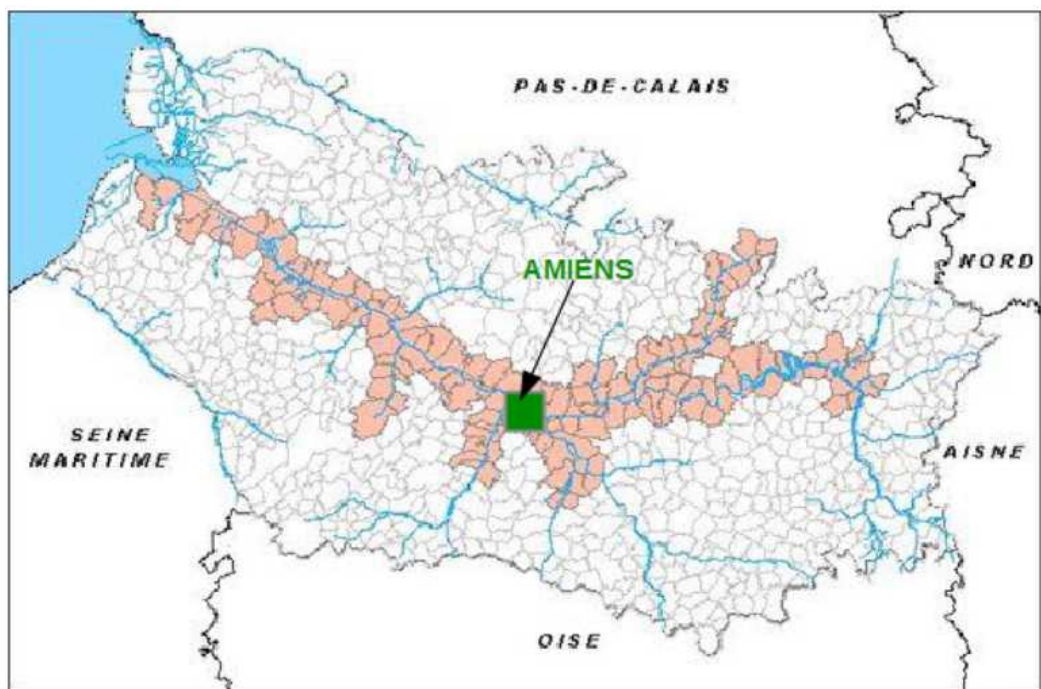
La géologie du secteur est essentiellement composée de Colluvions sur versants (colluvions limoneuses et crayeuses, limons de pentes, biefs à silex et colluvions diverses), Quaternaire
La vulnérabilité des eaux de la masse d'eau sur le secteur d'étude est faible.

Crues

Après les inondations de 2001, le préfet de la Somme a prescrit un Plan de Prévention des Risques (PPR) Inondation sur 118 communes du bassin versant de la Somme.

Le PPR de la Vallée de la Somme et de ses affluents avait été approuvé le 1er décembre 2004.

Une nouvelle enquête publique s'est tenue du 4 janvier au 16 février 2012. Le PPRI de la Vallée de la Somme et de ses affluents a été **approuvé par arrêté préfectoral le 2 août 2012**. La cartographie suivante indique bien que notre zone de travaux est concernée par ce PPRI :



 **Territoire couvert par le PPRI de la vallée de la Somme et de ses affluents**

2.1.2 LES EXIGENCES EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT

Sur le secteur des travaux, il a été mis en évidence que les enjeux liés aux eaux souterraines étaient relativement peu importants, en raison de la qualité et des objectifs d'amélioration des eaux superficielles et de l'absence de captages d'alimentation en eau potable.

Il conviendra cependant de respecter les exigences en matière d'environnement découlant des textes réglementaires (code de l'environnement et plus particulièrement du Livre II : Milieux physiques – Titre I^{er} : Eau et milieux aquatiques et marins - Articles L210-1 et suivants et Articles R211-1et suivants)

Le titulaire, au travers de sa démarche volontaire devra détailler les éléments qu'elle compte mettre en place pour répondre au minimum aux exigences / prescriptions suivantes :

- **Assainissement provisoire de chantier :**
 - Tout système sera mis en place pour arrêter les fines en suspension par l'utilisation de systèmes même rustiques, tels les filtres à paille (...) dans les fossés préalablement creusés ;
 - Mise en place d'un assainissement provisoire (chantier), ceci afin d'éviter tout risque de pollution pour les eaux souterraines et superficielles et tout risque d'inondation ;
 - La qualité des eaux superficielles et souterraines devra être préservée par une séparation efficace des eaux de ruissellement du chantier de celle des eaux pluviales.
 - L'attention du titulaire du marché est attirée sur le caractère évolutif du réseau d'assainissement de la phase chantier en fonction de l'avancement des travaux.
- **Aires de stockage, parkings, hydrocarbures :**
 - Interdiction, dans le lit mineur d'implanter les aire de stockage d'hydrocarbures et de matériaux polluants, ainsi que les aires de stationnement des engins de chantier ;
 - Les eaux des parkings des engins: le parking sera constitué par une couche de matériaux compactés. Un fossé de ceinture permettra de récupérer les eaux de ruissellement et un bassin de décantation est prévu à l'aval, avant rejet dans le milieu naturel ;
 - En cas de fuite de fuel ou d'huile, les matériaux souillés seront évacués vers les lieux de traitements agréés ;
 - L'entretien des engins ne devra pas se faire sur le site, afin d'éviter toute fuite d'huiles ou d'hydrocarbures ;
 - Réalisation de l'assainissement provisoire du chantier y compris la base de vie. Une attention particulière sera portée sur les pentes qui devront permettre l'évacuation de toutes les eaux ainsi que leur recueil afin d'éviter tout risque de pollution pour les eaux souterraines et superficielles et tout risque d'inondation ;
 - Mise en œuvre d'un dispositif « étanche » afin d'éviter tout risque de pollution pour les eaux et tout risque d'inondation concernant plus particulièrement les zones : d'entretien, de stationnement, de lavage des véhicules, de distribution de carburants, de l'aire de stockage des granulats et des lieux de stockage des produits dangereux ;

- Les zones de stockage des hydrocarbures et des produits dangereux seront isolées par des dispositifs de rétention. Des produits absorbants seront disponibles à proximité de ces zones de stockage ;
- Les groupes électrogènes seront isolés par des dispositifs de rétention mobiles (pour les petits modèles) et/ou disposeront d'une double paroi de rétention ;
- Dispositions permettant la vidange et le nettoyage en toute sécurité pour l'environnement des toupies bétons sur le chantier. Ces dispositions seront soumises à validation du MOE
- **Rejets de base de vie :**
 - Les eaux de ruissellement seront décantées avant rejet dans le milieu naturel, le rejet par surverse se fera après un dispositif sommaire de filtration (type noue pour la décantation, ballots de paille).
 - Lors de la réalisation l'assainissement de la base de vie, une attention particulière sera portée sur les pentes qui devront permettre l'évacuation de toutes les eaux, ainsi que leur recueil afin d'éviter tout risque de pollution pour les eaux souterraines notamment et tout risque d'inondation.
 - Gestion des eaux de rejet de la base de vie (le traitement des eaux de la base de vie devra être conforme aux réglementations en vigueur).
 - Les sanitaires autonomes seront installés le plus loin possible du lit mineur du cours d'eau.
 - Aucun dépôt ou rejet ne sera effectué directement dans le cours d'eau.
- **Terrassements :**
 - Il conviendra d'entreprendre les terrassements après une période de temps sec pour limiter les risques de présence d'eau lors des travaux d'excavation.
 - Matériaux d'apport pour remblais en contact avec l'ouvrage :
 - Caractéristiques physicochimiques de l'ensemble des matériaux d'apport (détail des composants physico-chimique afin de démontrer qu'il n'y aura pas d'impacts sur les eaux et essais de lixiviation) ;
 - Détail sur la préservation des eaux du cours d'eau/fossés ;
 - Modalités de contrôle.
- **Pollution accidentelle :**
 - Le titulaire établit un schéma d'intervention pour prévenir la pollution accidentelle détaillant la procédure à suivre en cas de pollution grave et les moyens d'intervention du titulaire en cas d'incident (évacuation du matériel ou matériau à l'origine de la pollution, mise en place de produits absorbants, curage des sols...). Ce schéma est consultable et visible à tout moment et tout le personnel sur le chantier doit en avoir pris connaissance .
 - Mise en place d'un dispositif anti-pollution à proximité du cours d'eau, afin de prévenir tout risque de contamination du milieu (Kit anti-pollution normal + kit d'avance).

- Contrôles de pollution du cours d'eau (auto-contrôles de l'entreprise pour l'éviter) .
- Si utilisation de toupies béton, prévoir un dispositif permettant le nettoyage des goulottes.
- Toutes les précautions sont prises pour éviter la pollution des eaux superficielles et souterraines à proximité de la zone des travaux.
- **Emprises boisées :**
 - Évitement maximum du défrichement et du décapage des surfaces non nécessaires aux travaux, pour éviter le comblement des fossés et ruisseaux, sur l'ensemble de l'emprise ;
 - Prévoir la revégétalisation des terrains dans les emprises concernées par les travaux ;
 - Après débroussaillage préalable de la végétation, les souches sont laissées en place pour permettre une reprise rapide après travaux, dès le printemps.
- **Crue :**
 - Le titulaire fournit au maître d'œuvre un plan d'actions en cas de crue lors de la phase préparatoire de chantier ;
 - En cas de crue, l'ensemble des éléments provisoires à proximité des cours d'eau doivent être retirés afin de limiter au maximum les rejets dans le cours d'eau ;
 - Le titulaire doit donc garantir une capacité d'intervention rapide de jour comme de nuit afin d'assurer le repliement des installations du chantier en cas de crue consécutive à un orage ou un phénomène pluvieux de forte amplitude.
- **Prélèvements d'eau :**
 - Aucun prélèvement d'eau dans la nappe phréatique ni dans les cours d'eau ne sera autorisé.
- **Intervention dans le cours d'eau :**
 - La réalisation des travaux nécessite la mise en place d'un batardeau et donc une déviation du cours d'eau. Cette déviation est réalisée par pompage ou par écoulement gravitaire ;
 - Une recharge granulométrique dans le lit du cours d'eau en amont et en aval de l'ouvrage dans le but de créer un para fouille et de supprimer les obstacles à la continuité écologique du cours d'eau est nécessaire. Ces travaux ne sont pas soumis à déclaration ;
 - Préservation du milieu et respect des prescriptions de réalisation des travaux indiqués par l'² (MISE, Syndicat des eaux). Ces derniers devant obligatoirement être prévenus de la date de réalisation des travaux 15 jours minimum avant ceux-ci ;
 - La circulation des engins sur la partie reconstituée du lit mineur est uniquement autorisée pour la reconstruction du lit. En dehors de cette exception, la circulation dans le lit mineur est interdite ;

- Afin de faciliter la pose du batardeau, et d'éviter toutes perturbations du cours d'eau, les travaux seront effectués en période d'étiage ;
- Lors de la réalisation des travaux, le titulaire évitera tous risques de pollutions dus à la mise en place des matériaux et à l'emploi d'engins thermiques ;
- Les phases de bétonnage seront réalisées hors d'eau ;
- Mise en place d'un plan d'alerte et d'intervention par le titulaire pour lutter contre le risque de pollution accidentelle et être le plus réactif possible en cas de problème. Ce schéma sera consultable à tout moment et tout le personnel sur le chantier devra en avoir pris connaissance .
- **Préservation de la morphologie du lit :**
 - À l'issue du chantier, le lit mineur sera remis dans l'état le plus proche possible de son état avant travaux : granulométrie, cote du lit, profil en long et en travers. Un état des lieux est réalisé en début et fin de chantier ;
 - Il est interdit d'utiliser des sédiments du lit ou des matériaux des berges pour constituer les batardeaux.
- **Préservation de la qualité des eaux :**
 - Pendant et à l'issue du chantier, tout matériau polluant, toute terre souillée (notamment les aires de stationnement des véhicules), tout déchet ou emballage usagé sont évacués dans des centres appropriés.
 - Les opérateurs utilisent du matériel en parfait état et mettent en œuvre toute mesure de précaution pour prévenir les fuites d'hydrocarbures.
 - Le chantier ne doit pas occasionner de rejet polluant au milieu aquatique.
 - Lors de la mise en place et du retrait du ou des batardeau(x), toutes les mesures de précaution sont mises en oeuvre afin de prévenir le colmatage des milieux par les particules fines en suspension. Le démontage des batardeaux s'effectue d'abord à l'aval puis à l'amont .
 - Pour l'entretien des dispositifs en cas de colmatage : s'assurer de la disponibilité sur le chantier de tous les matériaux nécessaires à un éventuel remplacement.
 - Seuls des matériaux inertes entrent dans la composition des batardeaux.
 - Les emprises utilisées pour la circulation des engins sont limitées au strict nécessaire.
 - Les installations de chantier sont implantées hors des zones les plus vulnérables, sur des sites dédiés et adaptés. L'entretien et le ravitaillement des engins s'effectuent sur des sites isolés et adaptés.
- **Travaux ouvrage d'art :**
 - Préservation du milieu et respect des prescriptions de réalisation des travaux indiqués par l'AFB. Ces derniers devant obligatoirement être prévenu de la date de réalisation des travaux 15 jours minimum avant ceux-ci ;

- Plan d'action en cas de crue.
 - Conseil :
 - x sur le chantier, présence du numéro de téléphone du service de prévention crue ;
 - x actions à réaliser par les personnes du chantier (évacuation du matériel, évacuation des personnes, ouverture des batardeaux) ;
 - x évacuation du matériel chaque soir.
- **Prise en compte des variations de débits du cours d'eau :**
 - Le responsable du chantier s'assure en permanence de l'absence de risque de crue ;
 - En cas de crue, l'ensemble des installations figurant dans la zone asséchée est replié et les éventuelles égouttures de produits polluants sont nettoyées. Les batardeaux sont démontés en cas de besoin ;
 - Le permissionnaire doit donc garantir une capacité d'intervention rapide de jour comme de nuit afin d'assurer le repliement des installations du chantier en cas de crue consécutive à un orage ou un phénomène pluvieux de forte amplitude.
- **Moyens de surveillance et d'intervention en cas d'incident ou d'accident :**
 - En cas de pollution accidentelle, une procédure d'urgence est instaurée, incluant l'alerte rapide des services de secours. Les polluants sont récupérés avec des produits absorbants ou avec les engins du chantier, les terres souillées seront évacuées, vers les lieux de traitements agréés ;
 - En cas de pollution importante, le permissionnaire informe également dans les meilleurs délais le préfet, l', le service chargé de la protection des captages d'eau potable ainsi que le maire de la commune ;
 - Les opérateurs du chantier sont formés aux procédures d'urgence ;
 - Les travaux sont interrompus jusqu'à ce que les dispositions nécessaires soient prises pour éviter le renouvellement de l'incident.
- **Prescriptions relatives au suivi et au contrôle par les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques :**
 - Pendant la période de préparation, l' sera contactée afin de recueillir leurs avis et conseils sur l'organisation des travaux de l'entreprise ;
 - Le permissionnaire informe l' et le service de la police de l'eau de la date de début des travaux et du calendrier précis d'intervention ;
 - Il établit au fur et à mesure de l'avancement des travaux un compte rendu de chantier, dans lequel il retrace le déroulement des travaux, toutes les mesures qu'il a prises pour respecter les prescriptions ci-dessus ainsi que les effets qu'il a identifiés de son aménagement sur le milieu et sur l'écoulement des eaux. Ce compte rendu est mis à la disposition des services chargés de la police de l'eau ;
 - L' est invitée aux réunions de chantier ;
 - L' sera informée 15 jours avant la date d'intervention au droit du cours d'eau ;

- À la fin des travaux, le permissionnaire adresse au préfet le plan de récolement comprenant le profil en long et les profils en travers de la partie du cours d'eau aménagée le cas échéant, ainsi que le compte rendu de chantier ;
 - Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques peuvent à tout moment, pendant et après les travaux, procéder à des contrôles inopinés, notamment visuels, cartographiques et par analyses. Ils ont libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités. Ils peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution des travaux.
- **Réalisation d'un confinement :**
 - L'AFB est invitée aux réunions de chantier ;
 - Mise en oeuvre de dispositifs de confinements afin d'éviter tout risque de pollution pour les eaux concernant plus particulièrement les zones de stationnement des véhicules, des différentes aires de stockage, des plates-formes de travail lors des interventions sur l'ouvrage et des zones de récupérations ;
 - Pendant toutes les interventions, tous les moyens devront être mis en oeuvre afin qu'il n'y ait aucune égoutture, coulure ou rejet de matériaux des travaux dans le cours d'eau ;
 - Les plates-formes de travail et les zones de récupérations seront confinées afin de respecter l'interdiction de tous rejets dans les cours d'eau.

Les dispositifs mis en place peuvent être soumis, en fonction de la réglementation en vigueur, à l'approbation des services compétents (protection civile, DDT(M) – Direction Départementale des Territoires (et de la Mer), DREAL – Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement, ARS – Agence Régionale de Santé, AFB (Agence Française pour la Biodiversité, ...). Ces dispositifs seront aussi soumis à la validation du MOE .

Au travers du SOPRE, le titulaire détaille pour chaque exigence les mesures qu'il mettra en place. Par exemple :

- **par la mise en place de ballots de paille ou autre dispositif de traitement des eaux de rejets de chantier avant leur infiltration dans le terrain naturel.**
- **par la mise en place de dispositifs de confinements, de protection et de récupération des produits de résidus et gravats, tout rejet dans le cours d'eau étant interdit.**

Au sein de l'entreprise, un responsable de la prévention des risques environnementaux est désigné et présent tout au long du chantier.

Toutes les prestations engendrées pour assurer la protection des eaux superficielles et souterraines sont à la charge du titulaire du marché, notamment tous les frais en cas de pollution : confinement, décapage des terrains pollués, évacuation des terres polluées vers un centre de traitement ou de stockage des déchets, remise en état du milieu naturel. Sont également comprises les taxes et frais divers pour la prise en charge et le traitement des déchets ainsi que pour le suivi administratif des déchets.

Le titulaire précisera particulièrement, au travers d'un chapitre, d'un titre identifié ou par une procédure spécifique dans son SOPRE, ce qu'il mettra en œuvre afin de protéger le cours d'eau pendant les travaux.

Il détaille notamment :

- l'intervention dans le cours d'eau ;
- la constitution et le positionnement des s ;
- l'entretien et le démontage d'urgence des s (détail des engins et personnels mobilisables, retrait des s) ;
- la remise en état du cours d'eau temporaire.

2.2 MILIEUX NATURELS ET PAYSAGES / PATRIMOINE ET ARCHÉOLOGIE

2.2.1 DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT

La zone des travaux est essentiellement composée d'espaces à vocation agricole, elle n'a été répertoriée ni au titre de ZNIEFF (Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique), ni dans le cadre de la directive Habitat-Faune-Flore (Natura 2000). Il n'est pas classé ni en parc naturel, ni en réserves naturelle, ni par arrêté de biotope.

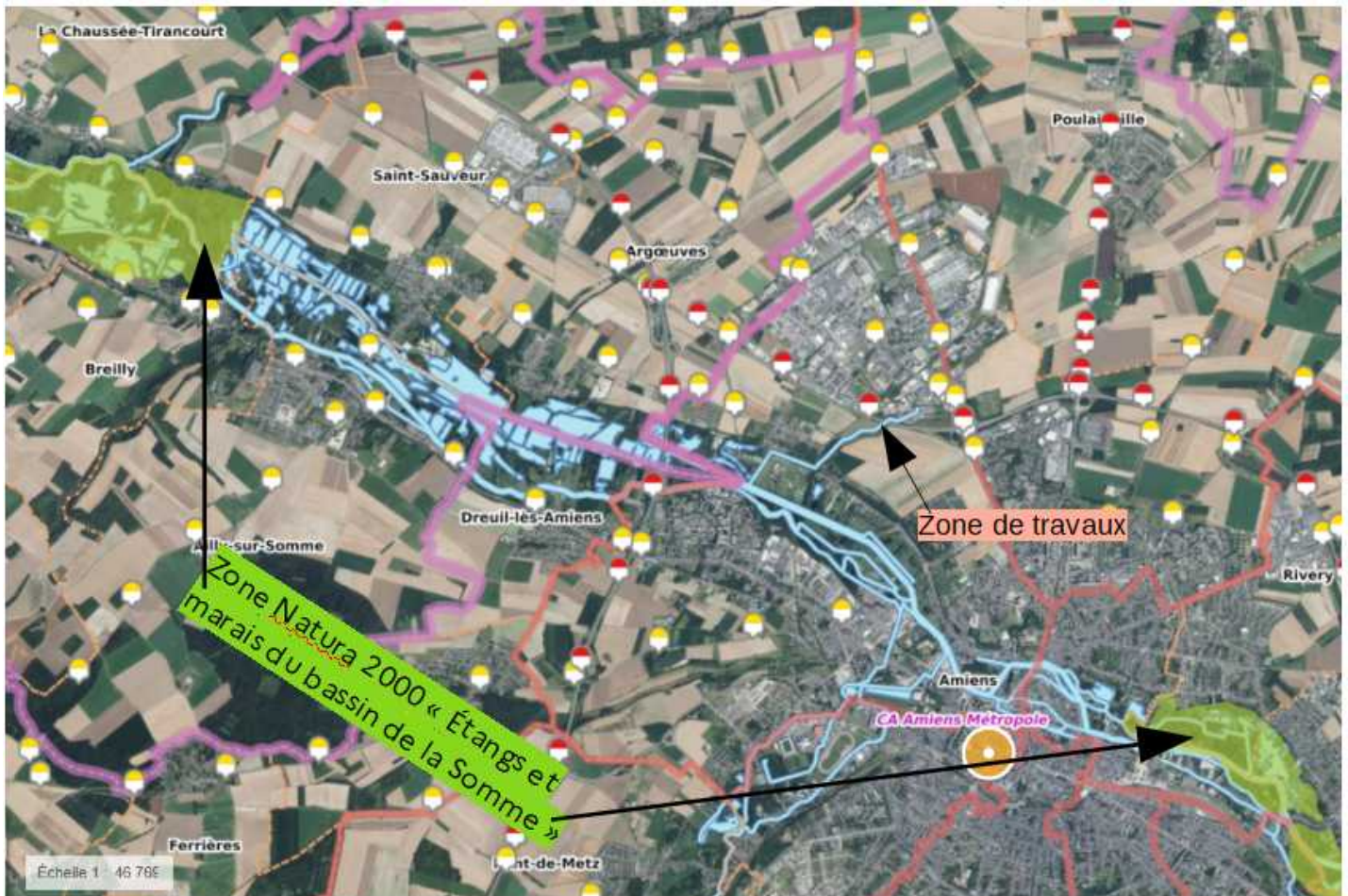
Toute fois, des zones protégées sont à quelques kilomètres de la zone des travaux :

- la Znieff de type II « Moyenne Vallée de la Somme entre Croix-Fonsommes et Abbeville (Identifiant national : 220320034) » est à un peu plus d'un km de la zone des travaux



Position géographique de la Znieff de type II par rapport à la zone des travaux

- Zone Natura 2000 « Étangs et marais du bassin de la Somme (Identifiant national : FR2212007) est pratiquement à quatre km de la zone des travaux



Position géographique de la Zone natura 2000 par rapport à la zone des travaux

2.2.2 LES EXIGENCES EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT

Il n'a pas été identifié d'enjeux majeurs dans les domaines « milieux naturels et paysage – patrimoine et archéologie ». Par ailleurs les exigences en matière d'environnement découlent des textes réglementaires (code de l'environnement et plus particulièrement du Livre III : Espaces naturels).

L'entreprise, au travers de sa démarche volontaire devra détailler les éléments qu'elle compte mettre en place pour répondre au minimum aux exigences / prescriptions suivantes :

- **Dépôts provisoires :**
 - Les dépôts provisoires seront installés dans les emprises des travaux afin de limiter les occupations temporaires, en dehors des zones à dominante humide identifiées. En cas d'impossibilité technique et après accord du maître d'oeuvre, les dépôts provisoires pourront être réalisés en dehors des emprises du chantier ; les zones de dépôt en dehors des emprises du chantier seront étanches ;
 - Les zones de dépôts définitifs des matériaux inertes rendues nécessaires par les travaux seront en priorité recherchées dans les délaissés et ne pourront pas être implantées dans les zones boisées ainsi que dans les zones sensibles, notamment dans et à proximité immédiate des zones à dominante humide.
- **Installations chantier – plan de circulation :**
 - La localisation des installations de chantier (situées en dehors des secteurs à fortes contraintes biologiques) est proposée par le titulaire (prise en compte des installations classées) et validée en collaboration avec le maître d'oeuvre et les communes concernées ;
 - Au droit des accès de chantier, des aires de lavage de véhicules (roues et bas de caisse principalement) sont installées afin de limiter la présence de boues sur les voies ouvertes à la circulation ;
 - Un plan de circulation et de balisage du chantier est établi avec les autorités locales et en coordination avec les entreprises afin d'éviter les risques de perturbation du trafic local et les nuisances pour les zones traversées d'une part et de délimiter les espaces sensibles d'autre part ;
 - À chaque accès au chantier, le titulaire doit installer des panneaux « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC ». Les accès doivent être obligatoirement fermés par les soins du titulaire lors des périodes de non activité du chantier quel qu'en soit la nature.
- **Propreté du chantier :**
 - Le repli du matériel, le démontage des locaux provisoires et le nettoyage général des différentes zones de travaux et des zones d'occupations temporaires seront organisés par les entreprises à la fin du chantier ; tous les déchets, matériels ou matériaux sans emploi (chute de ferraille ou de coffrage, bidons, pneus, sacs de ciment, fonds de malaxeurs, etc.) seront ramassés et évacués en dépôt définitif quelles que soient les difficultés d'accès pour leur récupération dans le respect de la législation et des dispositions prises dans le SOSED.

Les modalités suivantes seront notamment détaillées :

- × Organisation par l'entreprise du nettoyage du chantier, du démontage des locaux provisoires et du repli du matériel ;
- × Ramassage de tous les déchets et évacuation dans le respect de la législation et des dispositions prises dans le SOSED.

- Les entreprises ont à leur charge l'entretien des abords du chantier et le nettoyage de la voirie attenante.
- En cas de constatation de salissures sur les voiries attenantes, le MOE pourrait exiger un nettoyage de ces voiries.

- **En phase chantier :**

Pendant les travaux l'ouvrage sera mis hors d'eau afin d'éviter de répartir les sédiments dans le fossé. Les eaux d'écoulement seront déviées par pompage et mise en place de batardeaux :

- amont : batardeau en structure autoportante remplis de sable d'une hauteur maximum de 1 mètre ;
- aval : batardeau en enrochement avec toile géotextile pour réutilisation en recharge granulométrique.

Les eaux utilisées pour la projection du béton et le nettoyage de la buse seront récupérées et traitées.

Les engins seront nettoyés dans une station de lavage à l'extérieur du chantier.

L'apport de matériaux se fera depuis la zone de travail aménagé à proximité de l'ouvrage.

- **Protection faune – flore – agriculture :**

- Limitation du déboisement à la seule emprise technique du projet ;
- Travaux de déboisement en dehors des périodes de reproduction des oiseaux et amphibiens sensibles.;

- **Poussières :**

- Dispositions mise en œuvre afin de limiter la dispersion des particules, poussières, dans l'atmosphère et dans les eaux pendant la phase chantier.

- **Terres du chantier – Terres végétales :**

- Réutilisation optimale des matériaux de déblais en remblai grâce au respect d'un protocole précis de décapage, de tri et de stockage de la terre arable pendant la durée des travaux (proposition du protocole par le titulaire) ;
- Les terres prélevées initialement (terre végétale) sont remises en place par des moyens et méthodes appropriés pour ne pas tasser les sols recouverts et les terres étalées, afin de reconstituer la couche initialement prélevée à l'identique ;
- La circulation des engins d'approvisionnement est interdite sur les terres régaliées. Un état des lieux en présence du titulaire est effectué ;
- La terre végétale sera stockée en vue de son réemploi. Le procédé est proposé par l'entreprise et validé par le MOE tout en respectant les « Prescriptions de stockage de la terre végétale en vue de son réemploi » ci-dessous.

- **Réseaux :**

- Les réseaux d'irrigation coupés lors des travaux sont rétablis.

Prescriptions de stockage de la terre végétale en vue de son réemploi

I. Mesures à prendre pour la manipulation des terres végétales et la conservation de ses bonnes qualités agronomiques.

Le mode de stockage des matériaux utilisés pour les remblais ou le fond de forme n'a que peu d'importance, mais en ce qui concerne la terre végétale toute une série de mesures est nécessaire car la terre risque de « mourir ». Par conséquent, il faut organiser ses différents matériaux en tas séparés de manière à ne pas altérer les qualités au moins de la couche de terre végétale.

- Le tri et la répartition des matériaux doit se faire en fonction des réutilisations possibles car tous les matériaux extraits ou retirés ne sont pas utilisés ou utilisables : terres arables, matériaux stériles ou altérés...
- Il faut distinguer les différents horizons des matériaux prélevés au moment du stockage afin de permettre un meilleur stockage et une meilleure réutilisation dans les merlons.

Le matériau de prédilection pour les aménagements paysagers est constitué par la couche arable de terre végétale : appelée terre végétale, l'horizon riche en matière organique (humus) et en organismes vivants (champignons, bactéries, insectes, vers...) qui correspond souvent à la couche arable pour l'agriculteur (épaisseur variable comprise généralement entre 10 et 30 cm). Elle peut aussi être le support d'une prairie ou zone humide d'un marais (tourbière).

Mais la terre n'est pas un matériau homogène et il n'existe pas de composition-type. Toute végétalisation acceptable est extrêmement difficile sans terre végétale. La réglementation préconise donc fortement la conservation de ces terres de découverte.

II. Méthodologie à adopter

1 / Décapage en deux temps :

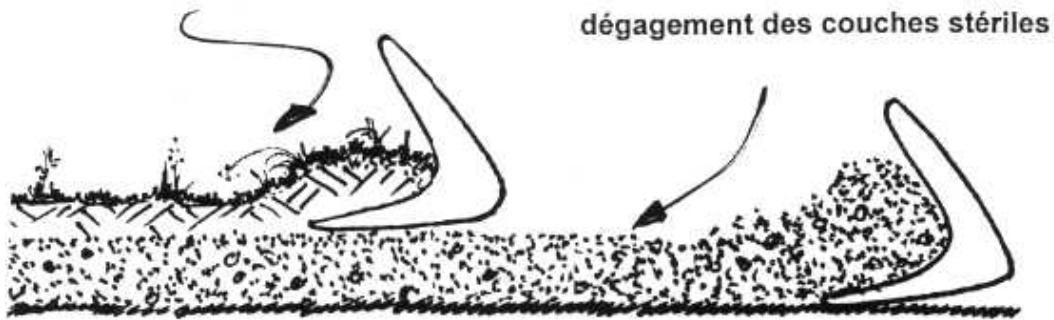
- dégagement de l'horizon humifère seul : la terre végétale (10 à 30 cm en moyenne) ;
- dégagement des couches stériles.

Un décapage peu soigneux tend à mélanger les stériles à la terre végétale, enlevant toute valeur à celle-ci.

Il est également impératif d'éviter le compactage par la circulation d'engins lourds lors des travaux.

Le travail doit se faire sur un sol bien ressuyé ; en effet, si l'on veut conserver toutes les qualités de la terre, on ne peut travailler ni stocker une terre imbibée d'eau : elle se tasse et son activité biologique est détruite. Un travail du sol réalisé dans de mauvaises conditions climatiques (sol gorgé d'eau) est en effet pire que l'absence de travail du sol, d'où l'importance de démarrer ou d'arrêter les travaux selon les conditions d'humidité du sol. Cette opération doit impérativement être effectuée en condition de sol sec, l'humidité optimale étant de 50 % de la capacité de rétention.

dégagement de l'horizon humifère seul



dégagement des couches stériles

La récupération de cette couche de terre est essentielle pour les aménagements paysagers à réaliser par la suite.

La préservation des qualités de cette couche particulière est primordiale pour une remise en état correcte des sols à des fins de plantation.

Cela nécessite des soins spéciaux pour certains réaménagements et plus particulièrement pour une végétalisation ultérieure.

2 / Démarche pour le stockage (en fonction de la durée du stockage) :

- les aires de stockage doivent être impérativement nettoyées ; de plus, elles doivent être parfaitement drainées,
- afin d'assurer un parfait écoulement des eaux et éviter toute stagnation d'eau dans ces amas de terre, l'aire de stockage est munie d'une pente minimale de 2 % dirigée vers un exutoire,
- le stockage doit être effectué séparément par nature de matériaux.

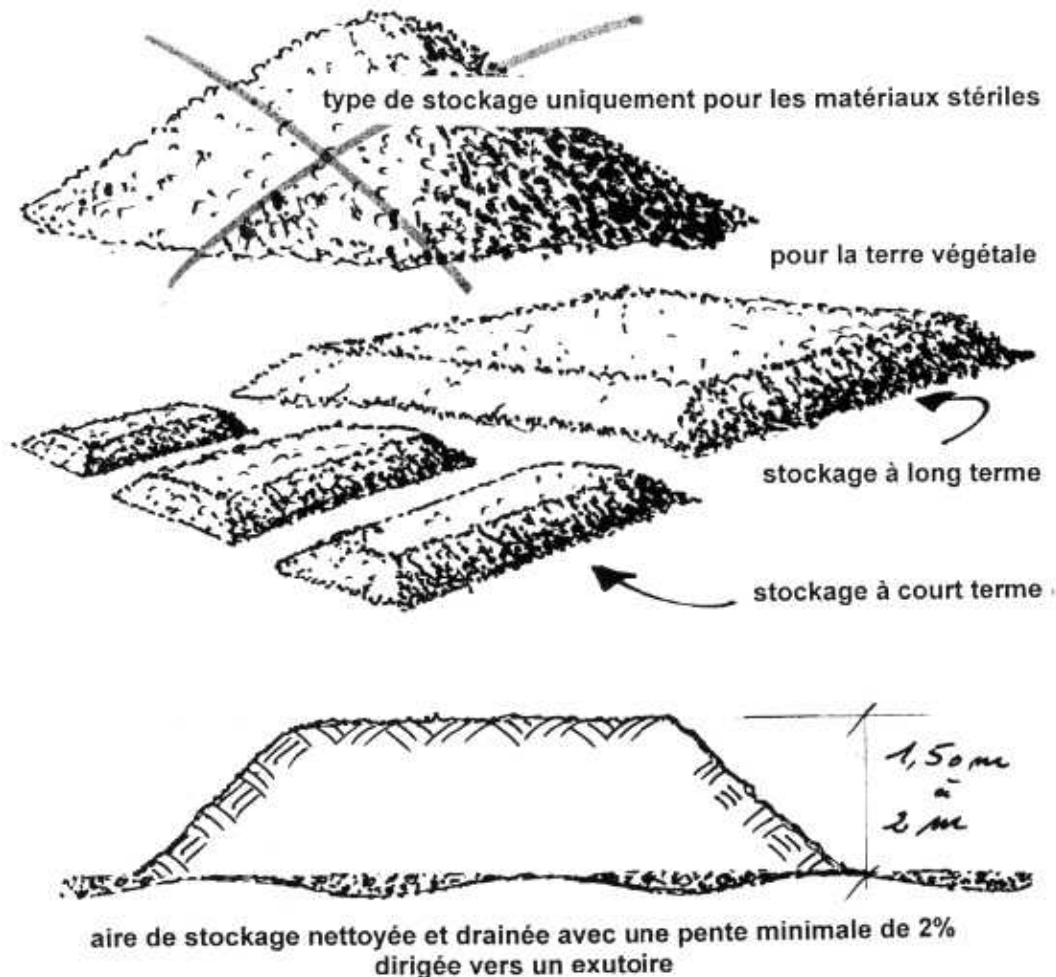
Pour une réutilisation des terres végétales décapées, les stockages n'excèdent pas une hauteur de 1,50 m à 2 m afin de conserver à la terre toutes ses qualités biologiques (par simple compactage par le poids même de la terre).

Un volume très en hauteur du dépôt enlève toute valeur productive à la terre (celle-ci décroît en effet en profondeur, du fait de l'anaérobiose) du fait du compactage des couches inférieures, d'une durée de stockage trop longue, d'une dégradation par envahissement de végétaux préjudiciable à certaine utilisation ultérieure envisagée.

L'organisation de ces tas de terre mis en attente est importante car c'est du soin apporté à cette opération que dépendent la qualité du substrat à étaler sur les merlons paysagers et acoustiques et par conséquent la bonne croissance des différentes strates végétales qui y sont implantées.

- pour un stockage à long terme, les précautions à respecter consistent en un dépôt en bande de 3 m de large pour 1,30 m de haut (sous forme d'andains), évitant ainsi le tassement et favorisant l'aération. Une aussi faible hauteur limite par ailleurs l'érosion. Un ensemencement est préconisé pour une production d'azote, mais un mulching de paille peut assurer les mêmes résultats,

- pour une réutilisation rapide (quelques jours à un mois) un tas de terre ne devrait jamais être supérieur à 2 m de hauteur. Une hauteur de 1,50 m est franchement souhaitable si la durée de réutilisation correspond à une saison.



Si la durée de stockage est supérieure à 6 mois, il y a donc lieu de :

- programmer une organisation cohérente où chaque emplacement de stockage est prévu à l'avance en même temps que les cheminements à définir avec le maître d'oeuvre,
- semer des légumineuses (en particulier des papilionacées) qui fixent l'azote dans le sol (trèfle, luzerne, ray-grass anglais, etc.).

La dégradation de la terre végétale peut s'effectuer par envahissement des stockages par certaines herbes pionnières adventices (chardon, rumex, matricaire...) qui colonisent rapidement la terre. Par ailleurs, le semis sur le stockage évite le lessivage d'éléments colloïdaux et minéraux du sol par une meilleure couverture de la surface tout en maintenant une bonne porosité du sol, et peut servir d'engrais vert lors de la mise en place.

3 / Remise en place :

La terre végétale bien stockée et entretenue par des engrais verts ne nécessite alors qu'une préparation minimum. Toutefois, la mise en place doit être entreprise avec précaution et en conditions sèches :

- donner au sous-sol un nivellement et une homogénéité satisfaisants. On évite les pentes trop fortes,
- aérer le fond de forme par griffage superficiel (0,15 à 0,30 cm), afin de trouver la liaison avec les matériaux ajoutés,
- procéder à la mise en place des différents matériaux. Les dépôts sont organisés de la base au sommet :
 - d'une ossature utilisant en son cœur les substrats de profondeur. Cette ossature peut être compactée pour la bonne stabilité de cette assise, mais avec des engins relativement légers de type chenillard, qui ne doivent pas exercer de pression supérieure à $0,40 \text{ kg/cm}^2$,
 - d'une couche intermédiaire qui n'est pas compactée,
 - de la couche de terre végétale variant de 0,20 m à 0,60 m suivant les endroits et les propositions de plantations.
- si la terre végétale est trop compacte, l'aérer par des labours ou des broyages. Herser et régaler suivant les profils de détail du modelage, en limitant les compactions.
- dès les conditions météorologiques favorables, après la mise en place des terres végétales, semer et rouler ou engazonner à l'hydroseeder à l'aide d'un mélange de graminées et de légumineuses (type « engrais-verts »).

Au travers du SOPRE, le titulaire détaille pour chaque exigence les mesures qu'il mettra en place. Par exemple :

- En fin de journée un contrôle des abords du chantier sera effectué par l'entreprise. En cas de non respect de la propreté les dispositifs suivants seront réalisés « à compléter... » (ramassage des déchets,...).
- Par la mise en place sur le chantier, de clôtures des zones « à risque » de mortalité par collision pour les animaux.
- Par la mise en place sur le chantier, de balisages et de clôtures des zones « naturelles faune, flore et habitats ».

2.3 MILIEUX HUMAIN ET SANTÉ PUBLIQUE

2.3.1 DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT

- **Le bruit :**

Les abords directs de la RN1 sont soumis à des niveaux de bruit important liés au trafic routier. Ce dernier n'évoluera pas suite à la période de travaux, ainsi ; l'impact sonore résultant restera limité par rapport au bruit de la circulation automobile actuelle.

- **L'air :**

La présence d'axes de transports importants, en particulier la RN1, crée des flux de circulation élevés qui génèrent des impacts négatifs sur la qualité de l'air, notamment en termes de particules en suspension.

- **L'amiante :**

Il a été repéré la présence d'amiante sur des éléments de la buse métallique (Cf. diagnostic)

La déconstruction de la buse doit respecter les préconisations réglementaires en matière de travaux et de gestion des déchets contenant de l'amiante.

La prestation est réalisée par une entreprise spécialisée. Celle-ci assure également l'évacuation des déchets vers un centre de stockage adapté. (Voir 2.4 Gestion des Déchets)

2.3.2 LES EXIGENCES EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT

- **Le bruit :**

Il n'a pas été identifié d'enjeux majeurs dans le domaine « bruit ».

Du fait de la proximité d'habitations, l'attention de l'entreprise est attirée sur l'importance de limiter, conformément à la réglementation en vigueur, l'ensemble des nuisances sonores engendrées par le chantier (code de l'environnement et plus particulièrement du Titre VII : Prévention des nuisances sonores Articles L571-1 et suivants et Articles R571-1 et suivants).

Par ailleurs, les exigences en matière d'environnement découlent des textes réglementaires suivants :

- Code de l'environnement – Titre VII Prévention des nuisances sonores (Articles L571-1 à L571-10 et Articles R571-1 à R571-52) ;
- L'arrêté du 11 avril 1972 relatif à la limitation du niveau sonore des bruits aériens émis par les moteurs à explosion ou à combustion interne de certains engins de chantier, et par les moto-compresseurs ;
- La version abrogée le 16 octobre 2007 du décret 95-79 du 23 janvier 1995 et ses arrêtés d'application en date du 12 mai 1997 ;
- La directive 2005/88/CE du 14 décembre 2005 transposée en droit français par l'arrêté du 22 mai 2006 ;

- Les arrêtés préfectoraux et/ou municipaux soumettant des prescriptions particulières (article L.2213-4 du Code des Collectivités Territoriales).

De manière générale, c'est la directive 2005/88/CE du 14 décembre 2005 modifiant les articles 12 et 21 de la directive 2000/14/CE du 8 mai 2000, et son arrêté de transposition en droit français (22 mai 2006) qui s'appliquent dorénavant. L'ancienne réglementation nationale reste cependant applicable pour les matériels échappant au champ d'application de la directive (matériels mis sur le marché avant le 3 mai 2002).

L'attention du titulaire est attirée sur l'importance de limiter, conformément à la réglementation en vigueur, l'ensemble des nuisances sonores engendrées par le chantier.

Conformément à la réglementation :

- La réalisation de l'installation de chantier est définie en collaboration avec le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre et les communes concernées. Une attention particulière est portée aux zones d'habitation (accès et voies de circulation du chantier éloignés de préférence).
- Les niveaux de bruits à respecter sont, conformément à la législation :
 - pour les matériels mis sur le marché avant le 3 mai 2002 :
la limite mesurée à une distance de 7 mètres (en 4 points) et à une hauteur de 1,5 mètre selon la norme définie par l'arrêté du 11 avril 1972, à savoir :
 - camions et engins de terrassement : 80 dB (A) pour les moteurs inférieurs à 200 CV à 90 dB (A) pour les moteurs supérieurs à 500 CV.
 - compresseurs et groupes électrogènes : 85 dB (A).
 - pour les matériels mis sur le marché après le 3 mai 2002 :
les seuils fixés à l'article 5 de l'arrêté du 18 mars 2002, pour les matériels listés au même article. Les matériels listés à l'article 6 ne sont pas soumis à une valeur limite admissible mais au seul marquage du niveau de puissance acoustique garanti. Ces règles doivent être respectées par le fabricant qui a toute responsabilité sur la conformité de ses produits. La conformité des produits est établie par l'une des trois procédures d'évaluation (annexes VI, VII et VIII de l'arrêté du 18 mars 2002).

Par conséquent, il est procédé sur le chantier à la vérification de la conformité des engins par rapport à la réglementation (réglementation européenne transcrite en droit français et réglementation française). Cette vérification vise :

- la présence du marquage « CE » sur la machine ;
- la déclaration « CE » de conformité conservée par l'utilisateur, ou l'attestation de conformité pour les matériels soumis à autorisation française ;
- la notice utilisateur présentant les données techniques du matériel ;
- la mesure des niveaux de puissance acoustique des matériels mis sur le marché avant le 3 mai 2002 relevant de la réglementation nationale, en cas de doute sur la conformité d'un matériel ou lors de contrôles inopinés. Ces contrôles peuvent également être réalisés (à la charge du titulaire) en cas de problème avec le voisinage.

Conformément au code de la Santé Publique (article 1334-36), au décret n° 2017 1244 du 7 août 2017 - art. 1, l'entreprise et son personnel sont tenus aux prescriptions suivantes :

- respecter les conditions d'utilisation ou d'exploitation des matériels et équipements utilisés ;
- prendre les précautions appropriées pour limiter le bruit ;
- ne pas faire preuve d'un comportement anormalement bruyant.

Le titulaire, au travers de sa démarche volontaire, doit détailler les éléments qu'il compte mettre en place pour répondre au minimum aux exigences / prescriptions suivantes :

- informations (horaires, durée, dispositions de protection mises en place) des riverains quant aux phases les plus bruyantes du chantier ;
- adaptation des horaires de chantier aux contraintes environnantes (approuvées par le maître d'œuvre). Travaux bruyants limités dans le temps et aux heures normales de la journée ;
- sensibilisation des intervenants du chantier aux comportements bruyants à éviter (chute de matériel, alarmes de recul, cris) ;
- développement de la prévision des nuisances attendues et précision des mesures et engagements pour les limiter ;
- réglementation des zones de circulation et établissement d'un plan de circulation afin d'éviter les risques de perturbation du trafic local, de limiter les nuisances des zones traversées, et d'éviter les marches arrières des engins ;
- utilisation raisonnée des engins : entretien régulier, préférence d'engins électriques ou hydrauliques aux matériels pneumatiques, adaptation de la dimension et de la puissance de l'engin à la tâche à accomplir (utilisation de matériels de puissance suffisante limitant le régime moteur), et non fonctionnement des engins inutilement.

Les dispositifs mis en place peuvent être soumis en fonction de la réglementation en vigueur, à l'approbation des services compétents.

- **L'air :**

Il n'a pas été identifié d'enjeux majeurs dans le domaine de l'air.

Du fait de la proximité d'habitations, l'attention de l'entreprise est attirée sur l'importance de limiter, conformément à la réglementation en vigueur, l'ensemble des nuisances atmosphériques engendrées par le chantier.

Le titulaire précise l'ensemble des mesures et engagements mis en œuvre pour limiter les pollutions de l'air et la formation de poussières préjudiciables à l'environnement et à la sécurité (arrosage des pistes circulées, limitation de la vitesse de déplacement des véhicules de chantier...).

Par ailleurs, les exigences en matière d'environnement découlent des textes réglementaires (code de l'environnement et plus particulièrement du Livre II : Milieux physiques – Titre II : Air et atmosphère articles L220-1 et suivants et articles R221-1 et suivants). Les mesures suivantes sont à intégrer, en complément et/ou de manière à répondre aux exigences précédemment énoncées :

- **Installations de chantier :**

Le titulaire doit respecter la réglementation des installations de chantier en terme de distance vis-à-vis du bâti.

- **Pollution gaz d'échappements :**

Le titulaire doit prendre les mesures nécessaires pour limiter les gaz d'échappement même si les impacts sont localisés et de courte durée.

- **Prévention pollution (pistes) :**

- Le choix des matériels est fait afin de diminuer au maximum les pollutions supplémentaires.
- Évitement des phénomènes de pollution particulaire liés aux déplacements sur pistes de chantier (par exemple en fonction des conditions climatiques en humidifiant celles-ci et éventuellement en limitant la vitesse de déplacement des véhicules de chantier).
- Le titulaire doit procéder à l'entretien et à l'arrosage fréquent et régulier de toutes les parties circulées.

- **Interdiction de brûler des déchets :**

Il est interdit de brûler les déchets afin d'éviter les émissions de fumée et de poussière.

- **Pollution terrassements :**

En phase de terrassement :

- les opérations de chargement et déchargement de matériaux sont évitées par grand vent ;
- la vitesse sera limitée à 30 km/h sur les pistes des zones sensibles à la poussière ;
- l'échappement et le taux de pollution des véhicules sont conformes aux normes.

- **L'amiante :**

Lors du désamiantage et comblement de l'ouvrage, le titulaire doit respecter a minima les préconisations du présent marché ainsi que la réglementation concernant l'amiante en vigueur.

Les remblais de type sableux présents à l'arrière de la couverture de la buse sont considérés inertes et peuvent suivre une filière type ISDI en cas d'évacuation.

Par ailleurs, l'entreprise doit obligatoirement procéder à un double filtrage des eaux (5 µm et 25 µm), d'autre part, un nettoyage des résidus du décapage est nécessaire, partiellement tous les soirs, et totalement avant chaque week-end.

Les travaux doivent respecter a minima les préconisations du présent marché ainsi que la réglementation concernant l'amiante en vigueur :

- L'entreprise de travaux doit rédiger un plan de retrait amiante indiquant notamment son mode opératoire, l'aptitude médicale du personnel, la justification de la formation du personnel au retrait de l'amiante, etc. Les travaux ne peuvent débuter

qu'un mois après la date de réception du plan de retrait par l'Inspection du Travail, la CRAM, l'OPPBTB et la médecine du travail.

- Les travailleurs intervenants doivent être titulaires d'une attestation de compétence délivrée par un organisme de formation certifié.
- Pour réaliser le retrait de matériaux dits friables ou de matériaux non friables représentant un risque particulier (présents sur les parois de l'ouvrage), le titulaire doit avoir obtenu un certificat de qualification auprès d'un organisme certificateur accrédité.

Tout travailleur dont l'activité professionnelle ne consiste pas à confiner ou retirer de l'amiante, mais dont l'intervention est susceptible de libérer des fibres d'amiante et par voie de conséquence de l'y exposer, entre dans le champ d'application de la sous-section 4 défini à l'article R. 4412-139 du Code du travail (modifié par décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 - art. 1) et doit bénéficier des mesures de prévention définies aux articles R.4412-97 (modifié par décret n° 2019-251 du 27 mars 2019 - art. 1) à R.4412-113 (modifié par décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 - art. 1) et R.4412-139 à R.4412-148 (modifié par décret n° 2021-143 du 10 février 2021 - art. 10) du code du travail. Les travailleurs concernés bénéficient, préalablement à toute activité ou intervention en présence d'amiante, d'une formation à la prévention des risques liés à l'amiante suivant les dispositions de l'arrêté du 22 décembre 2009.

La déconstruction de l'ouvrage doit respecter les préconisations détaillées dans le diagnostic amiante joint au présent marché.

Un périmètre de sécurité est mis en place afin de délimiter la zone à risque. Les matériaux amiantés sont recouverts afin d'éviter la propagation de fibre d'amiante

La prestation est réalisée par une entreprise spécialisée. Celle-ci assure également l'évacuation des déchets vers un centre de stockage adapté. (Voir 2.4 Gestion des Déchets)

Le titulaire, au travers de sa démarche volontaire, doit détailler les propositions qu'elle compte mettre en œuvre pour répondre au minimum aux exigences / prescriptions suivantes :

- Dispositions mises en œuvre afin de limiter la dispersion des particules d'amiante dans l'atmosphère et dans les eaux durant le chantier ;
- Détail des prestations prévues (entreprise spécialisée, centre de stockage adapté,...) au travers d'une partie spécifique « mode opératoire – amiante » précisant les méthodes mises en œuvre, les caractéristiques des équipements de protection collective et individuelle utilisés par les opérateurs.

Un plan de retrait des matériaux contenant de l'amiante doit être réalisé par l'entreprise et validé par la MOA ou son représentant avant tout commencement des travaux de désamiantage et comblement de la buse.

Au travers du SOPRE, le titulaire détaille pour chaque exigence les mesures qu'il mettra en place.

Les dispositifs mis en place peuvent être soumis en fonction de la réglementation en vigueur, à l'approbation des services compétents (protection civile, DDT, DREAL, ARS...).

Schéma d'organisation spécifique

Cet enjeu « Milieux humain et Santé publique – volet air » fera l'objet d'un **schéma d'organisation du respect de l'air par le chantier (SORAC) intégré au SOPRE.**

Ce document doit être rédigé par le titulaire à l'appui de son offre et fait partie intégrante du SOPRE.

Il doit préciser les engagements pris par le titulaire quant à une gestion de la pollution de l'air en phase chantier afin de limiter les émissions de poussières des différentes sources et suivant les prescriptions énumérées à l'article 2.4. du présent document.

2.4 GESTION DES DÉCHETS – DOCUMENT SPÉCIFIQUE SOSED (SCHEMA D'ORGANISATION ET DE SUIVI DE L'ORGANISATION DES DÉCHETS)

Le titulaire fournit dans son Schéma Organisationnel du Plan du Respect de l'Environnemental (SOPRE) un Schéma d'Organisation du Suivi et de l'Élimination des Déchets (SOSED) qui traite de la gestion des déchets sur le chantier en cohérence avec les textes en vigueur (Code de l'Environnement et plus particulièrement du Livre V : Prévention des pollutions, des risques et des nuisances – Titre IV : Déchets – Articles L541-1 et suivants et Articles D541-1 et suivants et R541-7 et suivants).

Le titulaire doit mettre en œuvre un SOSED selon les modalités définies au CCTP/aux CCTP et CCTC et à la réglementation.

Sont concernés par cette démarche, tous les matériaux et produits sortant des emprises du chantier et notamment :

- les produits de curage de la buse ;
- les produits issus du balayage et nettoyage ;
- les produits amiantés ou non issus de la déconstruction de l'ouvrage ;
- les déblais excédentaires et/ou non réutilisés sur le chantier ;
- les matériaux résultant de l'activité du chantier.

Dans ce document, le titulaire expose et s'engage notamment sur :

- les méthodes et les moyens utilisés sur le chantier pour trier les différents déchets à évacuer et pour ne pas les mélanger, ainsi que ceux concernant l'interdiction de brûlage.
- la localisation, la description et la gestion des dépôts, des centres de stockage et/ou des centres de regroupement et/ou des unités de recyclage vers lesquels sont acheminés les différents déchets en fonction de leur nature en accord avec le gestionnaire devant les recevoir. La filière de traitement retenue est soumise au préalable à l'accord du maître d'œuvre.
- les dispositions prises dans la gestion des déblais excédentaires et/ou impropres à la réutilisation sur le chantier.
- les dispositions prises dans la gestion des produits amiantés.
- les modalités mises en œuvre pour l'information du maître d'œuvre, en phase travaux, relative à la nature des déchets, les quantités et les lieux d'évacuation envisagés.
- les modalités mises en œuvre pour assurer le contrôle, le suivi et la traçabilité de l'évacuation des déchets. À cet effet, un modèle de bordereau de suivi est proposé à l'entreprise en titre 5 de la présente NRE.
- les moyens de transports, sans mélange et en toute sécurité des différents déchets, ainsi que l'optimisation des trajets envisagés.
- les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets.

- le maintien de l'ensemble du chantier et de ses abords en état de propreté permanent par la présence de dispositifs de collecte en différents endroits du chantier, et par la sensibilisation du personnel, des sous-traitants, fournisseurs et locatiers à la propreté du chantier ainsi que la lutte contre la dispersion des déchets et les épandages sauvages.
- la sollicitation de prestataires agréés concernant l'évacuation des déchets dangereux.

Cas particuliers des déchets amiantés et des déchets dangereux et/ou contenant des POP :

L'utilisation de la plateforme **Track'Déchet** est obligatoire : <https://trackdechets.beta.gouv.fr/>

En effet, le décret 2021-321, issu de la Loi Économie Circulaire, impose la dématérialisation de la traçabilité des déchets dangereux et/ou contenant des POP (polluants organiques persistants).

Les arrêtés ministériels du 21 décembre 2021 relatifs à la traçabilité des déchets dangereux, des déchets d'amiante, fixent les dispositions réglementaires pour l'usage de la plateforme, rendent obligatoire la traçabilité dématérialisée pour les déchets concernés (dangereux et amiante) depuis le 1^{er} janvier 2022.

Avant tout commencement de travaux, le titulaire fournit au MOA et au MOE la copie des Certificats d'Acceptation Préalable (CAP) de déchets afférents à chacun des types de déchets amiantés objets des présents travaux.

Le titulaire établit les BSDA nécessaires selon la nature des déchets et le nombre prévisible de transports dès le début des travaux et les soumet à la **signature du MO**.

Le titulaire est responsable de l'ensemble de ses déchets et garantit leur tri.

Le titulaire est responsable des protections, de la bonne fermeture du local affecté au stockage provisoire des déchets amiantés et de la signalisation adaptée. Le titulaire doit vérifier visuellement l'état général des big-bags avant chargement. Il doit vérifier, en outre, la propreté du camion, les autorisations du transporteur et la signalétique du camion.

Le titulaire pèse ses déchets avant leur transfert vers le centre de traitement (moyens de chargement ou transport équipés en conséquence).

Le titulaire fournit et renseigne BSDA et leur attribue un numéro chronologique et assure leur gestion jusqu'au traitement final du déchet.

Les DD et/ou contenant de l'amiante sont évacués vers des ISDD pour tous MPCA, hormis les MPCA d'amiante lié (amiante-ciment uniquement) en état intègre qui peuvent être stockés en ISDND¹. Le titulaire prend en compte la réglementation relative aux ISDND² qui fait mention de possibilité de stockage d'amiante sous certaines conditions et devra être en mesure de présenter les arrêtés préfectoraux des ISD conformes aux déchets prévus d'y être stockés.

Chaque big-bag, répondant aux conditions de transport de l'amiante, est souple avec revêtement intérieur ou doublure et porte un étiquetage normalisé mentionnant les risques présentés par l'amiante :

- Indication du chantier d'origine, identité du propriétaire ;

1 Conformément à l'ED 6028 édité par l'INRS en mars 2013

2 Arrêté du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux

- Nom de l'entreprise de désamiantage et celui du transporteur ;
- La destination ;
- Le numéro du BSDA correspondant ;
- Le poids des déchets.

Le titulaire précise le tonnage total des big-bags d'un transport dans la rubrique « Quantité estimée » du BSDA. Tout conditionnement est préalablement identifié et fermé au moyen d'un scellé numéroté. Le scellé mentionne le numéro SIRET de l'entreprise qui a conditionné l'amiante et un numéro d'ordre permettant l'identification univoque du conditionnement. Les numéros des scellés sont indiqués sur les BSDA. Avant signature du BSDA, le titulaire contrôle que le transporteur de déchets respecte l'intégralité de ses obligations au regard du chargement et transport de MPCA (formation, équipement, plaques du véhicule).

Lorsque les déchets sont transférés à l'ISDD ou ISDND, le titulaire transmet le dernier volet du BSDA au MO. En cas de refus d'un big-bag ou d'un conteneur, le titulaire informe le MO et le MOE par courrier recommandé en indiquant l'objet du refus et les actions pour y remédier.

Toutes les prestations engendrées pour assurer la gestion des déchets du chantier sont à la charge du titulaire et notamment tous les frais de chargement, de transport, de déchargement, régalage, y compris les taxes et frais divers pour la prise en charge et le traitement des produits ainsi que le suivi administratif « bordereaux de suivi ».

Pour rappel :

En référence à l'article L541-1-1 du Code de l'Environnement, « Déchet : toute substance ou tout objet, ou plus généralement tout bien meuble, dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire. »

On distingue alors plusieurs catégories de déchets :

- **Les déchets dangereux** : tout déchet qui présente une ou plusieurs des propriétés de dangers énumérées à l'annexe I de l'article R.541-8 du code de l'environnement relatif aux propriétés qui rendent les déchets dangereux (explosif, comburant, inflammable, irritant, infectieux, mutagène, écotoxique, ...). Ils sont signalés par un astérisque dans la liste des déchets de l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement – liste des déchets.

Ils peuvent générer des nuisances pour l'homme et l'environnement et présenter une ou plusieurs propriétés de danger ce qui implique certaines précautions particulières. Ils font l'objet d'un contrôle administratif renforcé (production, stockage, transport, traitement).

- **Les déchets non dangereux** : tout déchet qui ne présente aucune des propriétés qui rendent un déchet dangereux.
- **Les déchets inertes** : tout déchet qui ne subit aucune modification physique, chimique ou biologique importante, qui ne se décompose pas, ne brûle pas, ne produit aucune

réaction physique ou chimique, n'est pas biodégradable et ne détériore pas les matières avec lesquelles il entre en contact d'une manière susceptible d'entraîner des atteintes à l'environnement ou à la santé humaine.

- **Les déchets ménagers** : tout déchet, dangereux ou non dangereux, dont le producteur est un ménage.
- **Les déchets d'activités économiques** : tout déchet, dangereux ou non dangereux, dont le producteur initial n'est pas un ménage.
- **Les bio-déchets** : tout déchet non dangereux biodégradable de jardin ou de parc, tout déchet non dangereux alimentaire ou de cuisine issu notamment des ménages, des restaurants, des traiteurs ou des magasins de vente au détail, ainsi que tout déchet comparable provenant des établissements de production ou de transformation de denrées alimentaires. »

Un cadre de rédaction est proposé au titulaire, cependant, si celui-ci dispose d'une démarche de gestion des déchets conforme à tous les textes en vigueur, il peut l'utiliser tant qu'il renseigne et réponde à toutes les exigences et/ou prescriptions énoncées dans ce sous-chapitre.

Quoi qu'il en soit, le titulaire détaille dans sa réponse les mesures qu'il s'engage à mettre en œuvre (par exemple l'implantation de bennes de tri en différents lieux précisés du chantier ou la formation des intervenants au tri à respecter sur le chantier).

Le SOSED doit par ailleurs identifier conformément à la Nomenclature des déchets (voir Code de l'Environnement) l'ensemble des déchets susceptibles d'être produits par les travaux, installations et activités, et indiquer les quantités attendues de déchets.

Il est attendu de l'entreprise la plus grande rigueur à la fois dans la rédaction de son SOSED, mais également dans son suivi au cours du chantier. En cas de manquement conséquent d'une entreprise, le maître d'œuvre peut demander au titulaire ou à une entreprise spécialisée, de procéder au nettoyage au frais du titulaire.

2.4.1 DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT

Pour la gestion des déchets, l'entreprise devra prendre en compte les descriptions de l'environnement décrites au titres 2.1.1, 2.2.1 et 2.3.1.

Il est rappelé les points suivants :

- conformément à la réglementation en vigueur, le brûlage sur site est interdit ;
- le projet se situe à proximité d'activités humaines. De ce fait, la gestion des déchets sur le chantier et la propreté du chantier doit être irréprochable ;
- les boues issues du nettoyage de la buse métallique doivent être prises en compte par le titulaire. Il doit envisager leur valorisation sur ou hors chantier et/ou leur évacuation vers un centre de traitement approprié suite aux analyses ;

- les déblais excédentaires et/ou impropre à la réutilisation sur le présent chantier sont évacués hors des emprises du chantier aux frais du titulaire et après accord du maître d'œuvre.

2.4.2 LES EXIGENCES EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT

Le descriptif des prestations susceptibles de produire des déchets sur la base du détail estimatif est à compléter par le titulaire. Il se trouve dans la fiche n° 1-3-c « Gestion des déchets de chantier – Détail Quantitatif SOSED » jointe à la présente NRE.

Il récapitule ainsi la nature et les quantités des matériaux présents en phase travaux, qu'ils soient destinés à être évacués ou réutilisés sur place.

Les déchets générés par l'entreprise doivent être triés et, dans la mesure du possible, valorisés. Conformément à la réglementation en vigueur, les déblais excédentaires et/ou non réutilisés sur le chantier, quelle que soit la catégorie de déchet, sont évacués hors des emprises du chantier, à la charge du titulaire et prenant en compte tous les frais annexes (chargement, transport, déchargement, droits et taxes).

À travers la fiche 1-3-c jointe au chapitre 5, le titulaire distingue le devenir hors chantier de ces déblais excédentaires et/ou non réutilisés sur le chantier, à savoir l'évacuation vers :

- des centres de traitement :
 - ISDI (Installations de Stockage des Déchets Inertes),
 - ISDND (Installations de Stockage des Déchets Non Dangereux),
 - ISDD (Installations de Stockage des Déchets Dangereux),
- des centres de valorisation,
- et/ou vers une mise en dépôt définitive hors chantier.

Les filières de traitement sont proposées clairement dans le SOSED et soumises au préalable à l'accord du maître d'œuvre.

L'évacuation des déblais, proposée par l'entreprise dans son SOSED comprend et intègre toutes les opérations et modalités demandées au présent article 2.4 et au Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires du marché.

Concernant les **produits de curage de la buse**, on rappelle que le traitement préalable avant valorisation doit être réalisé pour répondre à la circulaire n° 2001-39 du 18 juin 2001 relative à la gestion des déchets du réseau routier national.

L'analyse des boues est effectuée sur les paramètres déterminés par l'arrêté du 8 janvier 1998 modifié, fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles pris en application du décret n° 97-1133 du 8 décembre 1997 (codifié en intégralité dans le livre II du code de l'environnement aux articles R. 211-25 à R. 211-47) relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées, comme indiqué dans le CCTP.

En cas de décision de stockage des boues sur lits de séchage par le maître d'ouvrage, ces prestations sont indiquées à l'entreprise ainsi que la localisation des lits de séchage.

Le stockage préalable sur lits de séchage dans l'emprise du chantier des sédiments des ouvrages d'assainissement et des déblais **est proscrit**. Le titulaire précise la localisation des lits de séchage envisagés en dehors des emprises du chantier ainsi que leurs caractéristiques sachant que **ces derniers sont obligatoirement réalisés sur des plate-formes étanches et équipées de bacs de décantation des eaux drainées**.

Si les résultats des analyses quantitatives présentent des valeurs inférieures aux valeurs seuils de l'arrêté du 8 janvier 1998, les boues peuvent être épandues dans des emprises non vulnérables, après étude. Si les valeurs sont dépassées ou si la toxicité est trop élevée, les boues doivent être évacuées vers un centre de traitement approprié (en fonction de la toxicité).

Le titulaire indique dans son SOSED le lieu d'évacuation proposé et veille à le mettre à jour dans son PRE lors de l'évacuation des déchets.

L'analyse et l'évacuation des produits de curages, proposées par le titulaire dans son SOSED comprend et intègre toutes les opérations et modalités détaillées et demandées au présent article 2.4, au CCTP et au Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires du marché.z

Les **déchets issus des travaux dans les zones de confinements** sont nettoyés, récupérés et amenés à l'avancement vers la zone de dépôt provisoires (zone étanche + containers étanches). Aucun stockage de déchets ne peut être réalisé au-dessus du cours d'eau ou sur les berges. Le titulaire décrit les moyens qu'il met en œuvre pour y parvenir (big-bags,..., moyens d'évacuation, zone de dépôt provisoire).

Au travers du SOPRE, le titulaire détaille et s'engage pour chaque exigence les mesures qu'il mettra en place.

3. ENGAGEMENTS DES PARTENAIRES

3.1 ENGAGEMENTS DU MAÎTRE D'OUVRAGE

Au stade de la consultation, sur la base de la solution retenue au stade du projet, le maître d'ouvrage identifie :

- les particularités liées à l'insertion du chantier dans le site et son aspect ;
- les particularités liées aux émissions sonores ;
- le devenir souhaité des effluents du chantier ;
- les méthodes pour éviter la pollution de l'air.

3.2 ENGAGEMENTS DU MAÎTRE D'ŒUVRE

Le **maître d'œuvre** vise, après notification du marché, le **Plan du Respect de l'Environnement** (PRE), établi à partir du **Schéma Organisationnel du Plan de Respect de l'Environnement** (SOPRE) figurant dans l'offre de l'entreprise qui le détaille et le précise.

Il identifie les familles de matériaux susceptibles d'être rencontrés sur le chantier.

Il s'assure du suivi de l'application rigoureuse du PRE.

Il peut à tout moment faire procéder (et ou procéder) à un contrôle des moyens mis en œuvre afin de vérifier le respect de la réglementation et des prescriptions environnementales indiquées dans la Notice de Respect de l'Environnement (NRE).

Il collecte les documents d'enregistrements et de suivi prévus dans le PRE et synthétisés dans les fiches (n° 1 et 2) de l'Outil de suivi du PRE pendant la phase travaux (Journal de Chantier Environnement par exemple).

Il établit les fiches de non-conformité (fiche n° 3).

3.3 ENGAGEMENTS DU TITULAIRE

Le titulaire rédige et joint à son offre un document appelé **Schéma Organisationnel du Plan du Respect de l'Environnement** dans lequel il expose et s'engage sur les dispositions préparatoires, au travers des documents ci-dessous, pour répondre aux exigences de la Notice de Respect de l'Environnement :

Par sa démarche volontaire, il répond aux exigences en matières d'environnement concernant :

- les eaux superficielles et souterraines ;
- les milieux naturels et paysages / patrimoine et archéologie ;
- les milieux humain et santé publique ;
- la gestion des déchets.

Il est demandé à l'entreprise les documents spécifiques suivants :

- le **SOSED** (schéma d'organisation du suivi de l'élimination des déchets de chantier) traitant de la gestion des déchets et répondant à la réglementation en vigueur ;
- le **SORAC** (schéma d'organisation du respect de l'air par le chantier) ;

Il détaille ces éléments dans le SOPRE et les synthétise dans les fiches (1 et 2).

Il est rappelé ici que le SOPRE fait partie de l'offre de l'entreprise et est une des pièces sur lesquelles les offres sont jugées.

Après notification du marché, le titulaire met au point pendant la période de préparation du marché et soumet au visa du maître d'œuvre :

- le **Plan du Respect de l'Environnement** (PRE) ;
- Les **2 fiches de l'Outil de suivi du PRE** pendant la phase travaux (journal de chantier environnement par exemple) telles que figurant en titre 5 du présent document.

Le PRE détaille et précise définitivement les engagements de l'entreprise en accord avec ses dispositions préparatoires exposées dans son SOPRE lors de l'offre et après obtention d'informations complémentaires et levée des hypothèses pendant la période de préparation.

Les fiches de suivi seront également adaptées lors de la phase préparatoire. Elles permettront un suivi de l'environnement par le correspondant environnement de l'entreprise et par le maître d'œuvre.

Lors de l'élaboration du projet de décompte final, l'entreprise remet au Maître œuvre les documents d'enregistrement et de suivi assurant le respect du Plan du Respect de l'Environnement (Fiches de l'Outil de suivi du PRE pendant la phase travaux, volet environnement du dossier de Récolement).

3.4 POINTS D'ARRÊTS ENVIRONNEMENTAUX

Le présent paragraphe rappelle les points d'arrêts environnementaux décrit au CCTP.

Tableau à adapter en fonction des travaux et enjeux sur le chantier. Ce paragraphe doit être réalisé en collaboration avec l'ensemblier du DCE.

Phase marché	Points d'arrêt
Phase préparatoire	<ul style="list-style-type: none"> – Acceptation du PRE – Projet des installations de chantier et de la zone de vie – Projet des zones de dépôt provisoires et définitives – Projet d'assainissement provisoire
Phase chantier	<ul style="list-style-type: none"> – Réception des installations de chantier et de la zone de vie pour les personnels de l'entreprise et le maître d'œuvre – Réception des zones de dépôts provisoires – Réception des aires de stationnement des engins de chantier – Réception des plate-formes des aires de dépôt et de stockage - Réception des dispositifs de décantation – Réception du contrôle externe des dispositifs de confinements avant chaque phase travaux, de nettoyage et réparation.

4. DÉMARCHE ASSURANCE ENVIRONNEMENTALE EN PHASE TRAVAUX

4.1 MODE OPÉRATOIRE

ÉTAPES	ACTEURS	RÔLES
REMISE DE L'OFFRE	ENTREPRISE	<p>Rédaction du SOPRE : Schéma Organisationnel du Plan du Respect de l'Environnement joint à l'offre :</p> <p>Dans ce document, le titulaire expose et s'engage sur les dispositions préparatoires au travers des volets ci-dessous, qui sont personnalisés pour l'offre en question et tient compte des prescriptions environnementales particulières :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ SOSED (Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Élimination des Déchets) ; ➤ SORAC (schéma d'organisation du respect de l'air par le chantier) ; <p>De plus, le titulaire propose une démarche volontaire adaptée à la situation environnementale exposée précédemment et concernant les thématiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Eaux superficielles et souterraines ; • Milieux naturels et paysages / Patrimoine et Archéologie ; • Milieux humain et santé publique ; • Gestion des déchets. <p>Ces dispositions sont personnalisées pour l'offre.</p> <p>La prise en compte des contraintes environnementales propres au secteur concerné par les travaux pour l'élaboration de mesures volontaires sera appréciée lors de l'analyse des offres.</p>
PÉRIODE DE PRÉPARATION	ENTREPRISE MOE	<p><u>Mise au point du PRE : Plan du Respect de l'Environnement et visa du MOE :</u></p> <p>Ce document détaille et précise définitivement les engagements du titulaire en accord avec ses dispositions préparatoires exposées dans l'offre et après obtention d'informations complémentaires et levée des hypothèses pendant la période de préparation.</p> <p><u>Ce document détaille et précise le SOPRE.</u></p>
RÉALISATION DES TRAVAUX	TITULAIRE MOE	<p>Création de l'Outil de suivi du PRE pendant la phase travaux comportant les 4 fiches figurant au titre 5 de la NRE.</p> <p>Suivi de l'application rigoureuse du PRE.</p> <p>Mise à jour des dispositions spécifiques éventuelle dans le cas de situations rencontrées non identifiées dans le dossier d'appel</p>

		d'offre. Contrôles périodiques par le MOE sur la base de la « fiche de suivi environnemental sur le chantier » pendant le chantier et établissement si nécessaire de fiches de non conformité.
PROJET DE DÉCOMPTÉ FINAL	TITULAIRE	<u>Remise au MOE du dossier de Récolement Environnement prévu dans le PRE</u>

4.2 ÉLABORATION ET CONTENU DU SOPRE

Le titulaire remet dans son offre un **Schéma Organisationnel du Plan du respect de l'Environnement (SOPRE)** qui doit préciser l'organisation de la prise en compte et du respect de l'environnement envisagée par le titulaire.

Ce document est un document préparatoire au PRE qui permet au maître d'ouvrage d'établir une évaluation des propositions du titulaire en matière d'environnement et de donner une notation sur la valeur environnementale, faisant partie des critères de sélection de l'offre.

Dans le cas d'un groupement d'entreprises, **un seul SOPRE commun** doit être remis.

Ce SOPRE comporte au moins les éléments suivants :

- la politique environnementale de l'entreprise ;
- l'organisation, les moyens humains, l'organigramme du chantier, le correspondant environnement avec son niveau hiérarchique son profil, les moyens matériels à sa disposition, la part du temps de travail prévue pour répondre aux exigences et spécifications environnementales contractuelles ;
- les dispositions environnementales des travaux à réaliser que met en place le titulaire dans le cadre du présent marché et faisant l'objet d'une démarche volontaire de celui-ci pour assurer le respect de l'environnement en phase travaux (Eaux superficielles et souterraines ; Milieux naturels et paysages / Patrimoine et Archéologie ; Milieux humain et santé publique.) ;
- les dispositions environnementales des travaux à réaliser que mettra en place l'entreprise dans le cadre du présent marché et faisant l'objet d'exigences et spécifications du présent document :
 - le SOSED (Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Élimination des Déchets) ;
 - le SORAC (Schéma d'Organisation du Respect de l'Air par le Chantier) ;
- Un outil de suivi environnemental du chantier.

Dans le cadre de l'organisation demandée par le maître d'ouvrage au titre du marché, le titulaire désigne un représentant compétent pour la gestion environnementale en phase travaux. Ce représentant, désigné par la suite « correspondant environnement », est proposé au visa du maître d'œuvre.

Le titulaire précise si le correspondant environnement aura cette unique fonction sur cette opération.

Le titulaire développe au PRE le rôle et les missions du correspondant environnement.

En particulier ces missions incluent :

- le respect des exigences et spécifications environnementales ;
- l'application du PRE à l'élaboration duquel il aura contribué ;
- la prévention des risques ;
- la sensibilisation et l'information internes et aux entreprises sous-traitantes ;
- la surveillance du chantier pour assurer la conformité des travaux aux stipulations de la présente NRE annexe du CCTP ;
- la tenue de l'Outil de suivi du PRE pendant la phase travaux.

Les missions de ce correspondant environnement et les moyens qui lui sont nécessaires sont rémunérés par répartition sur l'ensemble des prix unitaires du bordereau des prix.

Le modèle suivant de Schéma Organisationnel du Plan du Respect de l'Environnement (SOPRE) est proposé au titulaire. Les renseignements énumérés ci-dessous sont présentés dans un document unique, dont la structure est laissée à l'initiative de l'entreprise.

Le SOPRE doit répondre au minimum aux prescriptions du titre 2. Présentation des enjeux environnementaux et des principales exigences de la présente NRE. Il doit également détailler les parties qui sont analysées lors du jugement des offres.

Au travers du SOPRE, le titulaire doit mettre en évidence sa démarche volontaire pour le respect de l'environnement lors de la réalisation des travaux. Il synthétise au travers des fiches 1.1 à fiche 1.5 et la fiche 2, les dispositifs qu'il compte mettre en œuvre.

Schéma organisationnel du Plan du Respect de l'Environnement

1. Présentation et organisation de l'entreprise

- Organigramme détaillé de l'organisation du titulaire pour la réalisation de l'opération

Le titulaire décrit l'éventuel phasage de l'opération qu'il envisage de mettre en place, ainsi que l'attribution des missions de chaque membre du groupement le cas échéant. L'organigramme doit apporter toutes les précisions nécessaires en terme de management environnemental.

- Correspondant « environnement »

Dans cette rubrique, le titulaire précise pour le correspondant environnement de l'opération le niveau de compétences pour effectuer cette mission (CV) et le temps affecté (temps plein ou partiel) à l'opération, ainsi que la nature des missions confiées.

- Outils de suivi de l'action environnementale

Le titulaire précise la nature et les caractéristiques des documents qu'il compte mettre en place pour assurer la traçabilité de l'action environnementale de l'opération : outil de suivi du PRE pendant la phase travaux, rapport, mensuel environnemental, document de récolement environnemental en fin d'opération, etc.

- Moyens d'information environnementale

Cette rubrique précise les mesures d'information relatives aux engagements et/ou mesures environnementales prévues par le titulaire dans le cadre de l'opération. Ces mesures peuvent se décliner de manière différente en fonction du public concerné :

- Information des prestataires extérieurs du titulaire : fournisseurs, transporteurs, sous-traitants, locatiers, etc. pour que ces prestataires appliquent les consignes et engagements du titulaire dans tous les domaines, notamment en matière de déchets, de propreté sur le chantier et à ses abords ;
- Information du maître d'ouvrage et / ou du maître d'œuvre.

2. Analyse du contexte et des contraintes environnementales du marché

À partir des éléments contenus dans la Notice de Respect de l'Environnement (NRE), le titulaire doit identifier et analyser les aspects environnementaux de ses activités propres dans le cadre de l'opération.

Le SOPRE précise les moyens prévus par l'entreprise pour répondre aux enjeux environnementaux :

- au travers d'une démarche volontaire de l'entreprise pour les enjeux :
 - Eaux superficielles et souterraines ;
 - Milieux naturels et paysages / Patrimoine et Archéologie ;
 - Milieux humain et santé publique ;
 - Gestion des déchets.
- au travers des schémas d'organisation spécifiques :
 - le SOSED (Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Élimination des Déchets)
 - le SORAC (Schéma d'Organisation du Respect de l'Air par le Chantier)

La prise en compte des contraintes environnementales propres au secteur concerné par les travaux pour l'élaboration de mesures volontaires sera appréciée lors de l'analyse des offres.

Schéma organisationnel du Plan du Respect de l'Environnement (suite)

3. Engagement de l'entreprise

DÉCLARATION DE LA DIRECTION :

Je soussigné :

agissant en qualité de :

déclare m'engager, si je deviens titulaire du marché :

- à mettre en œuvre la réalisation d'un PRE- Plan du Respect de l'Environnement, et une organisation de la gestion et du traitement des déchets, établis à partir des renseignements donnés dans le présent schéma organisationnel de la prise en compte de l'environnement et dans la NRE du présent DCE et qui couvriront l'ensemble des exigences décrites dans les pièces écrites du dossier de consultation dont j'ai pris connaissance.

le Plan du Respect de l'Environnement, et l'organisation de la gestion et du traitement des déchets ainsi mis en œuvre s'appliqueront à l'ensemble des prestations du marché, y compris celles réalisées par les co-traitants, sous-traitants, fournisseurs ou locatiers.

« lu et approuvé »

4.3 ÉLABORATION DU PRE

4.3.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Le Plan du Respect de l'Environnement (PRE) est un document établi par le titulaire pendant la période de préparation du chantier qui détaille et précise le **Schéma Organisationnel du Plan du Respect de l'Environnement (SOPRE)**. Le PRE sera soumis au visa du maître d'œuvre.

C'est un document personnalisé au travers duquel, le titulaire détaille et précise clairement, les dispositions qu'il va appliquer pour répondre aux prescriptions environnementales spécifiques.

Le titulaire du marché doit :

- Prendre en compte les informations complémentaires obtenues lors de la réunion préparatoire afin de confirmer, ou éventuellement amender le SOPRE ;
- Lever les hypothèses émises dans le SOPRE et les détailler par des choix précis, pour les volets suivants :
 - le SOSED (Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Élimination des Déchets) ;
 - le SORAC (Schéma d'Organisation du Respect de l'Air par le Chantier) ;
- Détailler les exigences en matière d'environnement concernant :
 - les eaux superficielles et souterraines ;
 - les milieux naturels et paysages / patrimoine et archéologie ;
 - les milieux humain et santé publique ;
 - la gestion des déchets.

Le SOSED et le SORAC sont **intégrés** au PRE.

Le PRE peut évoluer pendant toute la durée des travaux.

4.3.2 OUTILS DE SUIVI DU PRE PENDANT LA PHASE TRAVAUX

Le suivi du Plan du Respect de l'Environnement pendant la phase travaux doit être réalisé par le titulaire.

Il peut être présenté sous la forme d'un journal de chantier, d'un classeur ou de tout autre proposition faite par le titulaire.

Il permet la collecte et le suivi des documents concernant l'environnement en phase travaux.

Il est composé des éléments suivants :

- Partie 1 : documents à fournir au démarrage du chantier ;
- Partie 2 : documents à fournir en cours du chantier ;
- Partie 3 : documents à fournir en fin de chantier.

Partie 1 : Démarrage du chantier

Au démarrage du chantier, c'est-à-dire après la notification du marché et avant tout démarrage des travaux, le titulaire doit soumettre les fiches suivantes dûment remplies et obtenir le visa du maître d'œuvre :

- Fiche 1 : Plan de contrôle de l'entreprise – Application du PRE sur le chantier ;
- Fiche 2 : Gestion et traitement des déchets de chantier ;
- Fiche 3 : Fiche de non-conformité.

Partie 2 : Chantier en cours

En cours du chantier, l'outil de suivi du PRE est complété :

- des 2 fiches remplies par l'entreprise qui peuvent être modifiées et/ou complétées en fonction des évolutions du chantier ;
- « fiche MOE de suivi environnemental sur le chantier – application du PRE » remplie par la maîtrise d'œuvre qui peuvent être modifiées et/ou complétées en fonction des évolutions du chantier ;
- des rapports de contrôle réguliers par le maître d'œuvre en fonction des spécifications environnementales du chantier. (comptes-rendus de chantier volet environnement, fiche de suivi proposée par le titulaire, ...).

La fréquence de contrôle est fonction des enjeux environnementaux sur le chantier, et les non conformités peuvent faire l'objet, de la part du maître d'œuvre, de points d'arrêts.

Partie 3 : achèvement du chantier

À la fin du chantier, et dans le respect des délais contractuels fixés au marché, le titulaire doit remettre le dossier de récolement environnement dans lequel doivent figurer au moins les éléments suivants :

- la dernière version du Plan du Respect de l'Environnement du marché ;
- les processus spécifiques ayant trait à l'environnement et ayant fait l'objet d'un visa particulier (procédure d'assainissement provisoire ...) ;
- le schéma de planification de gestion des déchets de chantier et l'ensemble des pièces justifiant son application (bons de prise en charge et bordereau de suivi et notamment, en séparant les déchets produits de ceux issus du dégagement des emprises) ;
- l'ensemble des fiches de suivi environnemental ;
- une copie des éventuels dossiers de traitement des sinistres.

5. FICHES DE SUIVI DE LA DÉMARCHE ASSURANCE ENVIRONNEMENTALE

Tableau synthétique des fiches

Fiches	Intitulé et objet	à renseigner	Phase appel offres	Phase préparation	Phase travaux	Dossier final avec annexes
Fiche 1	Plan de Respect de l'Environnement : 1.1- Insertion du chantier dans le site 1.2- Émissions sonores 1.3- Gestion des déchets de chantier 1.4- Rejets des effluents de chantier 1.5- Pollution atmosphérique	ENT	X ⁽¹⁾	X ⁽²⁾	X ⁽³⁾	x
Fiches 2	Plan de contrôle de l'entreprise – Application du PRE sur le chantier	ENT	X ⁽¹⁾	X ⁽²⁾	X ⁽³⁾	x
Fiche 3	Fiche de non-conformité	MOE/ENT	X ⁽¹⁾		X ⁽³⁾	x
Fiche 4	MOE - Suivi environnemental sur le chantier – Application du PRE	MOE	X ⁽¹⁾	X ⁽²⁾	X ⁽³⁾	x

X ⁽¹⁾ : Phase DCE proposition de rédaction sur la base du SOPRE.

X ⁽²⁾ : Rédaction sur la base du PRE pendant la période de préparation de chantier.

X ⁽³⁾ : en cas d'évolution des prescriptions en cours de travaux modification ou complément possible des fiches après définition en utilisant la fiche 4

Les fiches synthétiques rédigées par le titulaire sur la base de son PRE permettent d'une part, au correspondant environnement du titulaire de suivre la mise en œuvre des mesures environnementales et d'autre part, à la maîtrise d'œuvre de vérifier l'application du PRE de l'entreprise.

Fiches N° 1 : Plan de Respect de l'EnvironnementFICHE N° 1-1: Insertion du chantier dans le site

Le titulaire peut proposer une autre rédaction de fiche, sous réserve de la faire valider par le maître d'œuvre pendant la période de préparation.

Cette fiche à compléter par le titulaire doit faire figurer de manière synthétique les dispositions prises et détaillées dans le SOPRE pour répondre aux exigences en matière d'environnement énoncées au titre 2.2.2 de la présente NRE. Cette fiche sera précisée lors de la rédaction du PRE.

Exemple de rédaction proposée à l'entreprise :

OBJET : Synthèse des mesures mises en place par l'entreprise pour l'insertion du chantier dans le site.		
Activités	Nuisances	Mesures de Protection
Installations de chantier	Occupation temporaire Propreté générale du chantier	Délimitation des zones sensibles par un marquage spécifique. Information aux différents intervenants par Consignes aux personnels de l'entreprise par
Déboisement Dégagement des emprises	Nuisances vis-à-vis du milieu naturel (faune et flore)	Délimitation des emprises par des clôtures provisoires. Respect stricte des emprises Délimitation des zones sensibles par un marquage spécifique. Marquage des arbres
Aires de stockage	Occupation temporaire Destruction de zones sensibles..........	....................
Piste de chantier	Destruction de zones sensibles	Limitation des pistes dans les zones boisées Signalisation Plan de circulation chantier
Phase travaux	Dégradation des voiries existantes Perturbation du trafic local..........	....................
.....

A....., le Le titulaire	A....., le Le maître d'œuvre
--	---

Rédaction de la fiche n° 1-1 : Insertion du chantier dans le site

1. Principaux textes à respecter :

- Code de l'Urbanisme ;
- Code de l'Environnement ;
- Code du Patrimoine ;
- Plan de prévention des risques ;
- Réglementation nationale et européenne ;
- Règlements de voirie communale et départementale.

La fiche n°1-1 « Respect de l'insertion du chantier dans le site » doit faire figurer de manière synthétique les dispositions/mesures prises par le titulaire. Les mesures qu'il souhaite mettre en œuvre sont détaillées dans la rédaction du SOPRE. En période de préparation, la fiche sera précisée si nécessaire dans le PRE.

2. Rappel des obligations majeures :

Avant tout commencement d'exécution des travaux, les installations de chantier doivent être réceptionnées par le maître d'œuvre qui a vérifié leur conformité à la réglementation en vigueur et au plan d'installation qu'il a visé au préalable. La réception de l'emprise est formalisée à l'aide de la fiche 1-1.

En tout état de cause, le titulaire est responsable des accidents provoqués par ses installations de chantier.

Le titulaire doit assurer une bonne tenue des installations de chantier (palissades, baraques de chantier, matériels, ...) et particulièrement supprimer régulièrement l'affichage sauvage.

Les chantiers sont isolés d'une manière effective des espaces réservés à la circulation.

Avec l'autorisation du maître d'œuvre, le titulaire peut constituer à proximité du chantier un dépôt de matériels ou de matériaux. L'accès en est interdit au public par un dispositif agréé par le maître d'œuvre. Les emprises de ces installations sont limitées au strict nécessaire et elles doivent être entretenues en parfait état de propreté.

Le titulaire est tenu de prendre toutes dispositions pour éviter que les chaussées et trottoirs soient souillés par l'exécution des travaux. Aucun dépôt de déblais, de détritiques ou de matériel n'est toléré en dehors des emprises autorisées. Toute infraction à cette prescription donne lieu à l'application par constatation forfaitaire du non-respect du PRE.

Le titulaire doit établir les signaux nécessaires à la sécurité de la circulation générale dans les conditions réglementaires à la signalisation et suivant les dispositions particulières qui lui sont, s'il y a lieu, fixées par le maître d'œuvre. Le titulaire doit signaler son chantier conformément aux textes réglementaires en vigueur sur la signalisation.

Le titulaire doit prendre toutes dispositions nécessaires pour garantir la sécurité publique pendant l'exécution des travaux et se conformer aux règlements de police et aux consignes spéciales concernant la voirie locale, le réseau routier national et ses bretelles de raccordements ainsi qu'aux prescriptions qui lui sont imposées par le maître d'œuvre à cet effet.

Tout manquement aux prescriptions ci-dessus concernant l'organisation et la signalisation des chantiers peut donner lieu à l'application d'une pénalité forfaitaire par infraction. Dans le cas où ces prescriptions ne seraient pas observées, le maître d'ouvrage peut se substituer, après mise en demeure restée sans suite dans les délais fixés par l'ordre de service prescrivant l'exécution des travaux, au titulaire, en procédant d'office aux interventions utiles aux frais du titulaire.

Les interventions d'urgence ne dérogent pas à la règle. Le titulaire est tenu de respecter l'ensemble des textes réglementaires et législatifs relatifs à la circulation, à la sécurité et à la salubrité sur la voie publique, existant à la date du chantier.

3. Mesures synthétisées devant figurer au minimum dans la fiche :

Le titulaire complète, pour toutes les activités concernant l'insertion du chantier dans le site, les nuisances recensées et propose pour chacune d'elles, les mesures de protection qu'il compte mettre en place sur cette opération.

En tout état de cause, le titulaire est responsable des accidents provoqués par ses installations de chantier.

4. Points d'arrêt :

Les points d'arrêt sont fixés à l'article 3.4.

Suivant le déroulement des travaux, le maître d'œuvre se réserve la possibilité de fixer des points d'arrêt.

FICHE N° 1-2 : Émissions sonores

Le titulaire peut proposer une autre rédaction de fiche, sous réserve de la faire valider par le maître d'œuvre pendant la période de préparation.

Cette fiche, à compléter par le titulaire, doit faire figurer de manière synthétique les dispositions prises et détaillées dans le SOPRE pour répondre aux exigences en matière d'environnement énoncées au titre 2.3.2 de la présente NRE. Cette fiche sera précisée lors de la rédaction du PRE.

Exemple de rédaction proposée à l'entreprise :

OBJET :		
Respect des obligations en terme d'émissions sonores		
Activités	Nuisances	Mesures de Protection
Installations de chantier	Bruit lié aux véhicules et matériels de chantier. Gêne aux riverains (habitations à proximités)	Horaires de travail Respect des normes anti-bruit Éloignement des installations de chantier aux zones sensibles Dispositifs acoustiques de protection des habitations du type :.....
Aires de stockage	Bruit lié aux véhicules et matériels de chantier. Gêne aux riverains (habitations à proximités)	Éloignement des installations de chantier aux zones sensibles
Piste de chantier	Bruit lié aux véhicules et matériels de chantier. Gêne aux riverains (habitations à proximités)	Plan de circulation chantier Limitation de la vitesse à .....km/h sur les pistes de chantier Dispositifs acoustiques de protection des habitations du type :.....
Phase travaux	Bruit lié aux véhicules et matériels de chantier. Gêne aux riverains (habitations à proximités ) .....	..... ..... ..... .....
.....

Engins utilisés sur le chantier			
Type d'engin	Certificat de conformité ou homologation	Date de validité de l'homologation	Date du dernier entretien

Documents annexes	Copies des homologations des engins utilisés
--------------------------	--

Rédaction de la fiche n° 1-2 : Émissions sonores

1. Principaux textes à respecter :

- Code de la santé publique ;
- Code de l'environnement ;
- Arrêtés préfectoraux et municipaux ;
- Arrêté du 11 avril 1972 modifié ;
- Loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 modifiée relative à la lutte contre le bruit codifiée aux articles L.571-1 à 26 du code de l'environnement ;
- Arrêté du 12 mai 1997 pris en application du précédent décret et relatif aux dispositions communes applicables aux matériels et engins de chantier, aux moto-compresseurs, groupes électrogènes de puissance, groupes électrogènes de soudage, grues à tour, marteaux piqueurs et brise-béton, pelles hydrauliques, pelles à câbles, boteurs, chargeuses et chargeuses pelleteuses ;
- Arrêté du 18 mars 2002 transposant la directive Européenne 2000/14/CE du 8 mai 2000 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments ;
- Décret n°2006-1099 du 31 août 2006 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage (nouvel article R1334-36 du Code de la Santé Publique.

La fiche n° 1-2 « Émissions sonores » doit faire figurer de manière synthétique les dispositions/mesures prises par le titulaire. Les mesures qu'il souhaite mettre en œuvre sont détaillées dans la rédaction du SOPRE. En période de préparation, la fiche sera précisée si nécessaire dans le PRE.

2. Rappel des obligations majeures :

Protection des riverains :

Les chantiers sont organisés et équipés de manière à réduire le plus possible les bruits susceptibles de troubler la tranquillité des riverains.

Les travaux exécutés en dehors du créneau 7h-20h, font le cas échéant, l'objet de prescriptions supplémentaires et le respect des textes ci-dessus est d'une rigueur toute particulière.

Matériel de chantier :

Le titulaire s'assure de l'homologation de ses engins et véhicules de chantier par rapport aux bruits émis. Dans le cas de matériel loué, il demande à son fournisseur la preuve de cette homologation pour chaque engin loué. Il vérifie que la date de validité de cette homologation n'est pas dépassée.

Ces éléments sont communiqués au maître d'œuvre à sa demande.

Le titulaire vérifie que les engins utilisés ont été entretenus afin de rester conformes à leur homologation.

3. Mesures synthétisées devant figurer au minimum dans la fiche :

Le titulaire complète, pour toutes les activités concernant les émissions sonores, les nuisances recensées et propose pour chacune d'elles, les mesures de protection qu'il compte mettre en place sur cette opération.

Il est rappelé que dans le cas de matériel loué, il demande à son fournisseur la preuve de cette homologation pour chaque engin loué. Il **vérifie** que la date de validité de cette homologation n'est pas dépassée. De plus, Le titulaire vérifie que les engins utilisés ont été entretenus afin de rester conformes à leur homologation.

4. Points d'arrêt :

Il n'a pas été déterminé de points d'arrêt lors de l'analyse des exigences environnementales.

FICHES N°1-3: Gestion des déchets de chantier

Fiche N°1-3-a : Gestion des déchets de chantier (Déchets non-dangereux)

BORDEREAU DE SUIVI DES DÉCHETS DE CHANTIER DES TRAVAUX PUBLICS

Déchets non-dangereux REPLIR UN BORDEREAU PAR TRANSPORT	N° Document :
--	-------------------------------

⇒ 1 - PRODUCTEUR DU DÉCHET (à remplir par le producteur du déchet)

Raison sociale de l'entreprise : Adresse : Téléphone : Fax : Mail : Responsable :	Maître d'ouvrage : Adresse : Téléphone : Fax : Mail : Responsable :	Visa et Cachet de l'entreprise
Chantier : Désignation du Déchet :	Unité : Quantité : 	Date :

⇒ 2 - COLLECTEUR - TRANSPORTEUR (à remplir par le COLLECTEUR - TRANSPORTEUR)

Nom du collecteur - transporteur	Nom du chauffeur	Date, cachet ou visa
.....	
.....	Distance parcourue	
.....	.....Km	

⇒ **3 - DESTINATAIRE (à remplir par le destinataire - éliminateur)**

Nom du Destinataire	Adresse de destination (lieu de traitement)		Date, cachet et visa
.....		
	Unité	Quantité reçue	
Désignation du Déchet			
.....			

Destination prévue du déchet	<input type="checkbox"/> Plate-Forme de regroupement/Centre de tri <input type="checkbox"/> Valorisation matière <input type="checkbox"/> Incinération (UIOM)	<input type="checkbox"/> Centre de stockage de classe II <input type="checkbox"/> Chaufferie bois <input type="checkbox"/> Autre :
	Refus de la benne(s)/camion(s)	Motif : ..... .....	Nouvelle destination : ..... .....

- 1 exemplaire à conserver par le producteur du déchet
- 1 exemplaire à conserver par le transporteur du déchet
- 1 exemplaire à conserver par le destinataire du déchet
- 1 exemplaire à retourner au producteur du déchet

Fiche N°1-3-b : Gestion des déchets de chantier (Déchets inertes)**BORDEREAU DE SUIVI DE DÉCHETS INERTES DE CHANTIER DE TRAVAUX PUBLICS**

<u>DÉCHETS INERTES</u>	N° Document :
remplir UN bordereau pour la quantité totale du chantier	.....

⇒ 1 - PRODUCTEUR DU DÉCHET (à remplir par le PRODUCTEUR du déchet)

Raison sociale de l'entreprise : Adresse : Téléphone : Fax : Mail : Responsable :	Désignation du Chantier
--	---

Maître d'ouvrage : Adresse :	Visa et Cachet de l'Entreprise
---	--

Désignation du déchet	Unité :	Quantité :
.....
.....		

⇒ 2 - DESTINATAIRE (à remplir par le DESTINATAIRE ou éliminateur)

Nom du Destinataire	Adresse de destination (lieu d'accueil du déchet)	Date, visa et cachet du destinataire	
.....		
.....		
.....	Unité		Quantité reçue
.....			

Destination prévue du déchet	<input type="checkbox"/> Centre de stockage (classe III) <input type="checkbox"/> Remblaiement de carrière	<input type="checkbox"/> Plate-forme de Recyclage <input type="checkbox"/> Valorisation matière <input type="checkbox"/> Autre :
Refus du camion(s)	Motif :	Nouvelle destination :

--	-------	-------

- 1 exemplaire à conserver par le producteur du déchet
- 1 exemplaire à conserver par le destinataire du déchet
- 1 exemplaire à retourner au producteur du déchet

FICHE N°1-3-c : Gestion des déchets de chantier - Détail Quantitatif (SOSED)

Le titulaire peut proposer une autre rédaction de fiche, sous réserve de la faire valider par le maître d'œuvre pendant la période de préparation.

Cette fiche à compléter par le titulaire doit faire figurer de manière synthétique les dispositions prises et détaillées dans le SOPRE pour répondre aux exigences en matière d'environnement énoncées au titre 2 de la NRE. Cette fiche sera précisée lors de la rédaction du PRE.

Le titulaire distingue le devenir hors chantier des déblais excédentaires et/ou non réutilisés sur le chantier, à savoir l'évacuation vers :

- des centres de traitements :
 - ISDI (Installations de Stockage des Déchets Inertes) ;
 - ISDND (Installations de Stockage des Déchets Non Dangereux) ;
 - ISDD (Installations de Stockage des Déchets Dangereux),
- des centres de valorisation.

et/ou vers une mise en dépôt définitive hors chantier.

Exemple de rédaction proposée à l'entreprise :

Définition (Matériau, poste, rubrique)	Type de déchet	Quantités produites	Traitement prévu par l'entreprise	Méthode proposée	Site potentiel définitif du matériau
Produits de curage de la buse métallique	Non dangereux /Dangereux	Prix 501			
produits contenant amiante	Dangereux	Prix 504D			
métaux	Non dangereux /Dangereux	%Pprix 207B			
Bois (souches, coupes,...) verts	Déchets Non dangereux	Prix 207A			
Bétons	Non dangereux	207A			
Déchets ménagers et assimilés (ordures ménagères,...)	Non dangereux	207A			
Déchets chantier (Livraison, emballages, papiers, cartons, plastique, polystyrène,...)	Non dangereux	207A			
Palettes de livraison	Non dangereux	207A			
Eaux usées	Non dangereux	207B			

Déblais excédentaires et/ou impropres à la réutilisation en remblais	Dangereux/Non dangereux	207A/504D			
Terre végétale	Non dangereux	504A			
Protection d'étanchéité	Dangereux	504D			

Rédaction des fiches n° 1-3 : Gestion des déchets de chantier

1. Principaux textes à respecter :

- Code de l'environnement et notamment les articles L541-1 à L542-14 ;
- Loi n° 92-646 du 13 juillet 1992 relative à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Avis du 11 novembre 1997 relatif à la Nomenclature des déchets ;
- Circulaire UHC/QC2 n° 2005-18 du 22 février 2005 relative à l'élimination des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ;
- décret n° 2009-1139 du 22 septembre 2009 relatif à la mise sur le marché des piles et accumulateurs et à l'élimination des piles et accumulateurs usagés et modifiant le code de l'environnement ;
- Ordonnance n° 2020-920 du 29 juillet 2020 relative à la prévention et à la gestion des déchets ;
- décret n° 2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets dangereux, des terres excavées et des sédiments ;
- Décret n° 2021-950 du 16 juillet 2021 relatif au tri des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de textiles, de bois, de fraction minérale et de plâtre ;
- Décret n° 2021-1199 du 16 septembre 2021 relatif aux conditions d'élimination des déchets non dangereux ;
- décret n° 2021-1395 du 27 octobre 2021 relatif à la gestion des huiles usagées et à la responsabilité élargie des producteurs d'huiles minérales ou synthétiques, lubrifiantes ou industrielles
- arrêté du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement, pour les déchets contenant de l'amiante ;
- Décret n° 2022-336 du 10 mars 2022 relatif aux usages et aux conditions de réutilisation des eaux usées traitées ;

Les fiches (1-3-a) et (1-3-b) servent à la traçabilité du traitement des déchets non dangereux du chantier. Le titulaire peut proposer d'autres fiches dans la mesure où elles sont réglementaires et comportent les informations nécessaires au suivi du traitement des déchets.

Le titulaire est tenu de remettre au maître d'œuvre la fiche correspondante à chaque évacuation de déchet.

La fiche n°1-3-c « Gestion des déchets de chantier » doit faire figurer de manière synthétique les dispositions/mesures prises par le titulaire. Les mesures qu'il souhaite mettre en œuvre sont détaillées dans la rédaction du SOPRE (document SOSED). En période de préparation la fiche sera précisée si nécessaire dans le PRE.

Un cadre de rédaction est proposé au titulaire, cependant, si celui-ci dispose d'une démarche de gestion des déchets conforme à tous les textes en vigueur, il peut utiliser son cadre du SOSED. Son cadre doit répondre et renseigner toutes les exigences / prescriptions concernant les déchets détaillées dans la NRE.

2. Mesures synthétisées devant figurer au minimum dans la fiche :

Le détail quantitatif SOSED est réalisé sur la base du détail estimatif et décrit les prestations susceptibles de produire des déchets. Il n'est pas exhaustif et le titulaire se chargera de l'adapter aux déchets des travaux ou autres prévus sur le chantier.

3. Quantité :

Les quantités fournies par le maître d'œuvre sont issues du Détail Estimatif. Elles sont précisées et complétées par le titulaire. Il peut s'agir de mètres précis lorsque cela est possible ou de chutes.

Les autres cases sont remplies par le titulaire conformément aux engagements pris dans le SOPRE.

4. Points d'arrêt :

L'entreprise devra remettre au maître d'œuvre avant le démarrage des travaux, tous les renseignements concernant, les centres de stockage ou centres de regroupement ou unités de recyclage, les méthodes employées pour ne pas mélanger les différents déchets, les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en œuvre pendant les travaux.

Les autres cases seront remplies par l'entreprise conformément aux engagements pris dans le SOPRE

FiCHE 1-4 : Rejets des effluents de chantier

Le titulaire peut proposer une autre rédaction de fiche, sous réserve de la faire valider par le maître d'œuvre pendant la période de préparation.

Cette fiche à compléter par le titulaire doit faire figurer de manière synthétique les dispositions prises et détaillées dans le SOPRE pour répondre aux exigences en matière d'environnement énoncées au titre 2.2.2 du présent NRE. Cette fiche sera précisée lors de la rédaction du PRE.

Exemple de rédaction proposée à l'entreprise :

OBJET :		Respect des obligations en terme de rejets des effluents de chantier	
Activités	Nuisances / type de rejets	Caractéristique du rejet / Points de rejets	Mesures de Protection / Neutralisation
Installations de chantier	Rejets des eaux de ruissellement Rejets des eaux de Lavage Rejets des eaux usées Entretien des véhicules et matériels de chantier	MES / Hydrocarbures... Fossés provisoires / Bassins de décantation / Fosse.....	Kit anti-pollution (produits absorbants...) L'entretien des engins sera réalisé.....(hors chantier..., vidange par aspiration...)
Aires de stockage	Rejets des eaux de ruissellement Pollution accidentelle ..... .....	..... ..... .....	Mise en place de bac de rétention pour le stockage des produits polluants Kit anti-pollution (produits absorbants...) Protection des aires par Mise en place d'un assainissement provisoire.
Piste de chantier	Rejets des eaux de ruissellement .....	..... ..... .....	Mise en place d'un assainissement provisoire
Phase travaux	Nettoyage des toupies béton Pollution accidentelle Rejets des eaux de ruissellement Rejets de matières en suspension. .....	..... ..... .....	Mise en place d'un assainissement provisoire, bassins de décantation traitement des eaux de pompage Dispositif de filtration des eaux (filtre à paille...)
.....
Contrôles			
Moyens d'auto-contrôle de la qualité du rejet			

Rédaction de la fiche n° 1-4 : Rejets des effluents de chantier

1. Principaux textes à respecter :

- le décret 93-743 du 29 mars 1993 modifié relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de la loi sur l'Eau ;
- le règlement local du service d'assainissement ;
- le code de l'environnement.

La fiche n°1-4 « Rejets des effluents de chantier » doit faire figurer de manière synthétique les dispositions/mesures prises par le titulaire. Les mesures qu'il souhaite mettre en œuvre sont détaillées dans la rédaction du SOPRE. En période de préparation la fiche sera précisée si nécessaire dans le PRE.

2. Mesures synthétisées devant figurer au minimum dans la fiche :

Pour toutes les activités concernant les rejets des effluents de chantier, le titulaire complète les nuisances recensées par type de rejet ainsi que leurs caractéristiques. Il propose, pour chacune d'elles, les mesures de protection/neutralisation qu'il compte mettre en place sur cette opération.

3. Contrôles :

Le titulaire précise les contrôles qu'il compte mettre en œuvre afin de vérifier les rejets d'effluents de chantier. Par exemple, par un contrôle visuel (périodicité) sur les mesures mise en place et/ou par des analyses physico-chimiques (MES, DCO, HcTotaux,...).

4. Points d'arrêt :

Les points d'arrêt sont fixés à l'article 3.4.

Suivant le déroulement des travaux, le maître d'œuvre se réserve la possibilité de fixer des points d'arrêt.

FICHE N° 1-5 : Pollution atmosphérique

Le titulaire peut proposer une autre rédaction de fiche, sous réserve de la faire valider par le maître d'œuvre pendant la période de préparation.

Cette fiche à compléter par le titulaire doit faire figurer de manière synthétique les dispositions prises et détaillées dans le SOPRE pour répondre aux exigences en matière d'environnement énoncées au titre 2.2.2 du présent NRE. Cette fiche sera précisée lors de la rédaction du PRE.

Exemple de rédaction proposée à l'entreprise :

OBJET :	Respect des obligations en terme de pollution atmosphérique, des émissions de poussières et des émissions d'odeurs
----------------	---

Activités	Nuisances / Emplacement des sources de pollution potentielles	Mesures de Protection / Moyens utilisés pour diminuer la pollution de l'air
Installations de chantier	..........	..........
Aires de stockage	..........	..........
Piste de chantier	Circulation des engins	Arrosage des pistes Limitation de la vitesse des engins sur les pistes, arrosages, Arrêt des moteurs des engins en stationnement Homologations des engins.
Phase travaux	Matériels de chantier (compresseur.....) Traitement en place brûlage	Les opérations de démolition et les opérations de chargement et déchargement de matériaux seront évitées par grand vent ; La vitesse sera limitée à 30 km/h sur les pistes des zones sensibles à la poussière ; L'échappement et le taux de pollution des véhicules seront conformes aux normes Interdiction de brûler les déchets En phase d'épandage.....
.....

Engins utilisés sur le chantier			
Type d'engin	Certificat de conformité ou homologation	Date de validité de l'homologation	Date du dernier entretien
Documents annexes		Copies des homologations des engins utilisés	

Rédaction de la fiche n° 1-5 : Pollution atmosphérique

1. Principaux textes à respecter :

- loi n° 96-1236 du 30 décembre 1996 sur l’Air et l’Utilisation Rationnelle de l’Energie.
- code de la santé publique ;
- code de l'environnement.

La fiche n°1-5 « Pollution atmosphérique » doit faire figurer de manière synthétique les dispositions/mesures prises par le titulaire. Les mesures qu'il souhaite mettre en œuvre sont détaillées dans la rédaction du SOPRE. En période de préparation la fiche sera précisée si nécessaire dans le PRE.

2. Mesures synthétisées devant figurer au minimum dans la fiche :

L'entreprise complètera pour toutes les activités concernant la pollution atmosphérique, les nuisances et emplacements des sources de pollutions recensées. Elle proposera pour chacune d'elles, les mesures de protection et moyens utilisés pour diminuer la pollution de l'air qu'elle compte mettre en place sur cette opération.

3. Engins utilisés sur le chantier :

L'entreprise synthétisera dans le tableau les éléments demandés correspondants aux homologations des engins.

Il est rappelé que dans le cas de matériel loué, elle demandera à son fournisseur la preuve de cette homologation pour chaque engin loué. Elle **vérifiera** que la date de validité de cette homologation n'est pas dépassée. De plus, Le titulaire vérifiera que les engins utilisés ont été entretenus afin de rester conformes à leur homologation.

Il est rappelé que tout brûlage sur le site est interdit (risque de dégagement de fumées nocives).

4. Points d'arrêt :

Les points d'arrêt sont fixés à l'article 3.4.

Suivant le déroulement des travaux, le maître d'œuvre se réserve la possibilité de fixer des points d'arrêt.

FICHE N° 2 : Plan de contrôle de l'entreprise – Application du PRE sur le chantier

Cette fiche est un cadre proposé au titulaire. Il est attendu qu'elle soit mise à jour dans le SOPRE et le PRE par le titulaire selon les enjeux du chantier.

Plan de contrôle de l'Entreprise Application du PRE sur le chantier		
Opération :		
Marché :	Titulaire :	
Phase travaux :		
Prestations sous traitées :	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
Nom du Prestataire :		
Date de visite du chantier :	Fiche n°	
Responsable environnement de l'entreprise :		
Fiche rédigée par :		
Autres personnes présentes lors de la visite :		
Titulaire :	Sous traitant :	Autres :
.....
.....
.....

Objectif n°1 – Respect des eaux superficielles et souterraines**Assainissement provisoire****Mesures mises en place :****État conforme****État non conforme**

- | | | | |
|---|--------------------------|--------------------------|--|
| • Assainissement provisoire de la base de vie
eaux usées, écoulement des eaux,... | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| • fossés, cunettes | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| • bassins de décantation | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| • passages filtrants | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| • maintenance sur site, | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| vidange des engins interdite / aire étanche pour les pleins / aire étanche pour les réparations | | | |

Autres mesures :

- | | | |
|---------|--------------------------|--------------------------|
| • | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| • | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

Observations/Mesures correctives :

Traitement d'une pollution accidentelle

Mesures mises en place :

État conforme

État non conforme

- | | | |
|---------------------------------|--------------------------|--------------------------|
| • présence du kit antipollution | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| • intervention cours d'eau | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

Autres mesures :

- | | | |
|---------|--------------------------|--------------------------|
| • | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| • | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

Observations/Mesures correctives :

Stockage de produits polluants

Mesures mises en place :

État conforme

État non conforme

- | | | |
|---|--------------------------|--------------------------|
| • produits identifiés | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| • fiche de données de sécurité sur site | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| • bacs de rétention / containers | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

Autres mesures :

- | | | |
|---------|--------------------------|--------------------------|
| • | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| • | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

Observations/Mesures correctives :

Confinements

Mesures mises en place :

État conforme

État non conforme

- | | | |
|---|--------------------------|--------------------------|
| • Confinements plates-formes de travail | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
|---|--------------------------|--------------------------|

- Confinements zones de récupérations ☐ ☐

Autres mesures :

- ☐ ☐
- ☐ ☐

Observations/Mesures correctives :

L'objectif n°1 « Respect des eaux superficielles et souterraines » est atteint :

☐ Oui

☐ Non

Objectif n°2 – Milieux naturels et paysages / Patrimoine et Archéologie

Balisage / Clôtures

Mesures mises en place :

État conforme

État non conforme

- balisage des zones sensibles ☐ ☐
- clôtures de chantier ☐ ☐
- accès au chantier fermé ☐ ☐

Autres mesures :

- ☐ ☐
- ☐ ☐

Observations/Mesures correctives :

Zones de dépôts en dehors des zones vulnérables et imperméabilisées

Mesures mises en place :

État conforme

État non conforme

- positionnement des zones ☐ ☐
- imperméabilisation des zones ☐ ☐

Autres mesures :

- ☐ ☐
- ☐ ☐

Observations/Mesures correctives :

Respect du planning écologique

Mesures mises en place :

- respect du planning écologique

État conforme

☐

État non conforme

☐

Autres mesures :

-
-

☐
☐
☐
☐

Observations/Mesures correctives :

Propreté du chantier et des abords

Mesures mises en place :

- propreté du chantier et abords
 - voies attenante (balayeuse)
 - nettoyage roues camions (nettoyeur haute pression ou rotoluve)

État conforme

☐

État non conforme

☐

Autres mesures :

-
-

☐
☐
☐
☐

Observations/Mesures correctives :

Procédure d'accès au chantier

Mesures mises en place :

- procédure d'accès au chantier

État conforme

☐

État non conforme

☐

Autres mesures :

-
-

☐
☐
☐
☐

Observations/Mesures correctives :

Limitation des nuisances poussières

Mesures mises en place : **État conforme** **État non conforme**

- arrosage des pistes ☐ ☐
- limitation de la vitesse ☐ ☐

Autres mesures :

- ☐ ☐
- ☐ ☐

Observations/Mesures correctives :

L'objectif n°2 « Milieux naturels et paysages / Patrimoine et Archéologie » est atteint :

☐ Oui ☐ Non

Objectif n°3 – Milieu humain et santé publique

Limitation des nuisances air

Mesures mises en place : **État conforme** **État non conforme**

- respects des principes définies au PRE lors des phases d'épandages et de malaxage traitement aux liants hydrauliques (jupes, vitesse, délai entre épandage et malaxage, respect des conditions climatiques...) ☐ ☐
- circulation sur surface venant d'être traitée aux liants hydrauliques (interdiction) ☐ ☐
- respects des principes définies au PRE lors des phases de rabotages de chaussées ☐ ☐

Autres mesures :

- ☐ ☐
- ☐ ☐

Observations/Mesures correctives :

Limitation des nuisances bruit :

Mesures mises en place :

État conforme

État non conforme

- conformité des engins de chantier

☐☐

Autres mesures :

-
-

☐☐☐☐

Observations/Mesures correctives :

L'objectif n°3 « Milieu humain et santé publique » est atteint :

☐ Oui

☐ Non

Objectif n°4 – Gestion des déchets

Bennes de stockage / lieux identifiés

Mesures mises en place :

- présence de bennes de stockage
- identification des bennes

État conforme

☐☐

État non conforme

☐☐

Autres mesures :

-
-

☐☐☐☐

Observations/Mesures correctives :

Évacuation des déchets – Bordereaux de suivi

Mesures mises en place :

- Bordereaux produits par l'entreprise
- Bordereaux remis au MOE

État conforme

☐☐

État non conforme

☐☐

Autres mesures :

-
-

☐☐☐☐

Observations/Mesures correctives :

L'objectif n°4 « Gestion des déchets » est atteint :

☐ Oui

☐ Non

FICHE N°3 : Fiche de Non-Conformité Environnemental du chantier

Fiche n° :	Date :
Opération :	
Entreprise concernée :	

DESCRIPTION DE LA NON CONFORMITÉ	
Domaine concerné :	<input type="checkbox"/> Application du PRE A adapter au chantier : <input type="checkbox"/> Document spécifique : SOSED <input type="checkbox"/> Document spécifique : SORAC
Anomalies constatées :	

DESCRIPTION DES MESURES DE RÉPARATION
Actions correctives proposées par l'entreprise :

DECISION DU MAITRE D'ŒUVRE
Accord sur les actions correctives proposées par l'entreprise <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non Complément du maître d'œuvre sur les actions correctives proposées par l'entreprise
Délai de Réalisation :
Date et visa du maître d'œuvre

CONSTAT DU TRAITEMENT DE LA NON-CONFORMITÉ
Mise en conformité réalisé le :
Date et visa du maître d'œuvre

FICHE N°4 : MOE / Fiche de suivi environnemental sur le chantier**Application du PRE**

La présente fiche est utilisée **par la maîtrise d'œuvre** pour le suivi environnemental du chantier. Elle peut évoluer en fonction des activités du chantier.

Elle est complétée par les photos prises sur le chantier lors des visites.

Fiche de suivi environnemental sur le chantier Application du PRE
--

Opération :			
Marché _____ – Titulaire _____			
Date de visite du chantier	Le : __/__/__	Entreprise concernée : Représentée par :	_____
par	_____		
accompagné de	_____		
Fiche n° xx		Rédigée par : _____	
Phase travaux : _____			

1 – RESPECT DES EAUX SUPERFICIELLES ET SOUTERRAINES :***Assainissement provisoire :***

- fossés, cunettes ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart
- bassins de décantation ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart
- passages filtrants ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart
- maintenance sur site ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart

Vidange des engins interdite, aire étanche pour les pleins, aire étanche pour les réparations.

Observations :

(Photo)

Traitement d'une pollution accidentelle :

- présence du kit anti-pollution ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart

Observations :

(Photo)

Stockage de produits polluants :

- produits identifiés ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart
- fiche de données de sécurité sur site ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart
- bacs de rétention / containers ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart

Observations :

(Photo)

Confinements :

- Confinement plates-formes de travail ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart
- Confinement zones de récupération ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart

Observations :

(Photo)

2 – MILIEUX NATURELS ET PAYSAGES / PATRIMOINE ET ARCHÉOLOGIE

Balisage / Clôtures :

- balisage des zones sensibles ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart
- clôtures de chantier ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart

- accès au chantier fermé ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart

Observations :

(Photo)

Zones de dépôts en dehors des zones vulnérables et imperméabilisées :

- positionnement des zones ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart
- imperméabilisation des zones ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart

Observations :

(Photo)

Respect du planning écologique :

- respect du planning écologique ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart

Observations :

(Photo)

Propreté du chantier et des abords :

- propreté du chantier et abords ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart
 - voies attenante
(balayeuse)
 - nettoyage roues camions
(nettoyeur haute pression ou rotoluve)

Observations :

(Photo)

Procédure d'accès au chantier :

- procédure d'accès au chantier ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart

Observations :

(Photo)

Limitation des nuisances poussières :

- arrosage des pistes ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart
- limitation de la vitesse ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart

Observations :

(Photo)

3 – MILIEU HUMAIN ET SANTÉ PUBLIQUE

Limitation des nuisances air :

- respects des principes définies au PRE lors des phases d'épandages et de malaxage traitement aux liants hydrauliques
(jupes, vitesse, délai entre épandage et malaxage, respect des conditions climatiques...)
☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart
- circulation sur surface venant d'être traitée aux liants hydrauliques (interdiction)
☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart
- respects des principes définies au PRE lors des phases de rabotages de chaussées
☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart

Observations :

(Photo)

Limitation des nuisances bruit :

- conformité des engins de chantier ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart

Observations :

(Photo)

4 – GESTION DES DÉCHETS

Bennes de stockage / lieux identifiés :

- présence de bennes de stockage ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart
- identification des bennes ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart

Observations :

(Photo)

Évacuation des déchets – Bordereaux de suivi :

- Bordereaux produits par l'entreprise ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart
- Bordereaux remis au MOE ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart

Observations :

(Photo)